# les cahiers du GERME

groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants

trimestriel N°2
1°trimestre 1997


## les objectifs du GERME :

*"promouvoir la recherche sur les mouvements et organisations d'étudiants et de jeunes à l'époque contemporaine, en France, en Europe et dans le monde*
*Elle vise notamment à*
*- la collecte des documents, archives, et veille à ce que leur traitement et conservation soit assurée dans les lieux et institutions adaptés*
*- établir un inventaire des sources et l'actualiser*
*- organiser, participer, aider des manifestations de tous ordres : colloques, expositions, rencontres, séminaires*
*- favoriser la publication des actes de colloques, catalogues, articles, ouvrages*
*- et utiliser tous moyens pour permettre l'accomplissement de son objet social."*

**SEMINAIRE DU GERME**
**LES REPERTOIRES D'ACTION COLLECTIVE.**

Robi MORDER : l'évolution du répertoire d'action des étudiants Didier FISCHER et Jean-Philippe LEGOIS : les revendications étudiantes. ("sélection" . "démocratisation". etc.) Philippe PECHOUX : des "prêts d'honneur" au "revenu minimum étudiant" Jean Philippe LEGOIS : les occupations Brigitte LARGUEZE : de la "faluche" au "bizutage".

**MERCREDI 19 MARS 1997**
**14 H 00 - 19 H 00**
**9, rue Malher 75004 PARIS**

Le N° : 15 F
Abonnement : 50 F par an

## SOMMAIRE :


**INITIATIVES COLLOQUES SEMINAIRES**
séminaires du Germe - les groupements d'étudiants et la formation de la classe politique en Europe - nous avons rencontré, voyagé... calendrier.

**DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE**
Liste des membres du bureau national de l'UNEF 1963-1967

**DOCUMENT**
*Rapport de la commission stages* (document préparatoire au Congrès de l'UNEF - avril 1963)

**ARCHIVES ETUDIANTES**
Institut Charles de Gaulle
Archives Nationales

**BIBLIOGRAPHIE**
Comptes rendus : Claudie Weill *Etudiants russes en Allemagne.* Stéphane Merceron *Aspects de l'UNEF 1937-1940.* Fabrice Rajerison *Novembre-décembre 1986, témoignage d'un étudiant* Olivier RAEIS *les AGE de l'UNEF et leurs services.* Gilles Maigron *Résistance et collaboration dans l'Université de Paris sous l'occupation 1940-1944.* Jean Philippe Legois *La Sorbonne avant mai 68*
Au travers des revues

**L'ENTRETIEN DU TRIMESTRE**
TRACES ETUDIANTES :
à propos du colloque des 90 ans de l'UNEF.

**GERME est constitué à ce jour de :**
BIGORGNE Laurent. Travail sur F. Valentin. président du GEC Nancy.
FISCHER Didier. Thèse en cours sur les étudiants de 1945 à 1968. Suit plus particulièrement le séminaire de M. Gilles Le Béguec à l'IHTP
KOTEK Joël. (Bruxelles) Thèse sur l'UIE et la CIE (livre paru à Londres *students in cold war*)
LEGOIS Jean Philippe. Maîtrise *la sorbonne avant mai 68*. DEA *critique de l'université et université critique (mouvements de réforme et de contestation dans les facultés littéraires et scientifiques de Paris 1956-1976).*
MERCERON Stéphane. Mémoire *Aspects de l'UNEF à la fin des années 30.*
MONCHABLON Alain. Auteur de *Histoire de l'UNEF*, responsable du dictionnaire biographique (sur les syndicalistes étudiants). travaille sur les mouvements et syndicalisme étudiant.s
MORDER Robi. DEA *Revendications-négociations dans le syndicalisme étudiant 1976-1989".* Thèse en cours (les syndicalismes étudiants depuis 1945). Suit les archives étudiantes à la BDIC.
POINDRON Jean Quentin. Maîtrise en cours sur l'Union des grandes écoles
SABOT Jean-Yves. Thèse publiée: *Le syndicalisme étudiant et la guerre d'Algérie.*

**sont associés et recensés**
AUDIGIER François. Thèse sur UJP et jeunes gaullistes en cours. AYMAR Philippe. (Dijon) Maîtrise en cours UNEF à Dijon de 1957 à 1971. BACHELOT Carole Maîtrise en cours sur le mouvement étudiant de novembre-décembre 1986. BIANCI Olivier (Clermont-Ferrand) DEA sciences politiques sur l'AG de Clermont après guerre. CORBIERE Alexis. Projet de mémoire sur "l'UNEF unité-syndicale" CURINIER Serge. (Lille) Thèse en cours sur l'Union des étudiants communistes dans les années 60. DESANTI Raphaël (Nantes) Maîtrise de sociologie *le syndicalisme étudiant à la faculté des lettres de Nantes*
GARROUSTE Laurent. PARADIS Emmanuelle. REMY Sylvie : travail sur l'UNEF ID. GANOZZI Pierre Marie (Montpellier) : maîtrise Mai 68 à Montpellier.
GERARD Anaïs (Lyon) mémoire IEP Mai 68 à Lyon GUITTON Amaëlle DEA de sciences politiques Paris I le mouvement étudiant de 1995. LARGUEZE Brigitte. Recherche en anthropologie sur les folklores estudiantins (faluche. bizutage). LECOMTE Agnès (Nantes) DEA droit social : le statut de l'étudiant LEVY Jean-Daniel. DEA sciences politiques Paris I : les coordinations. LUYCKX Nathalie. (Lyon) Mémoire IEP sur l'AG de Lyon. MAIGRON Gilles. Mémoire de maîtrise *résistance et collaboration dans l'Université de Paris 1940-1944.* MULARD Sylvain : recherches : le salariat étudiant. PAS Nicolas. (Amsterdam) Maîtrise *comparaison des mouvements étudiants hollandais et français.* PECHOUX Philippe. (Dijon) Histoire des aides sociales aux étudiants. PIERCY Christophe (Nancy) : l'UNEF et ses scissions en Lorraine après 1945. RAEIS Olivier (Strasbourg) recherche sur les structures des AGE et les services. Archives de l'AFGES. TOMAS Ludovic (Montpellier) : la scission de l'UNEF. WEINHART Iris (Passau RFA) thèse en cours sur les mouvement étudiants français 1995.

**suivent avec intérêt nos travaux**
Jean Jacques BECKER. Jean-Claude CARON. Yolande COHEN. Michel DOBRY. Gilles LE BEGUEC. Gérard MAUGER. Jean Paul MOLINARI. René MOURIAUX, Anne MUXEL. Claude PENNETIER. Antoine PROST. Pascal ORY. Claudie WEIL

# ACTIVITES ET PUBLICATIONS DU GERME

GERME a tenu ses premières rencontres en mai 1995 : **"la charte de Grenoble, naissance d'un syndicalisme étudiant".** Les actes de cette rencontre sont publiés dans *les cahiers du germe*. Les deuxièmes rencontres ont eu lieu en juin 1996 avec comme thème : **"les internationales étudiantes : les étudiants en guerre froide"**. *les cahiers du germe* spécial qui en rend compte est sous presse. En 1996/1997 GERME organise des séminaires qui se concluront par ses rencontres 1997 : **"engagements et militantismes étudiants"** et par la publication de deux volumes des *cahiers du germe*.

GERME participe au "dictionnaire biographique du mouvement ouvrier". se consacrant à la partie "syndicalisme étudiant" de l'enquête. GERME participe également aux séminaires internationaux animés par M. Gilles LE BEGUEC à l'IHTP. GERME a collaboré au colloque organisé par RESSY. l'UNEF et l'UNEF ID "50 ans de syndicalisme étudiant" et animé une journée de formation au congrès de la FAGE. GERME -en lien notamment avec la BDIC de Nanterre - poursuit le travail de recensement. collecte et traitement des archives.

GERME est inscrit dans le réseau des recherches sur les jeunes dont l'annuaire est édité par le Conseil de l'Europe.

***Les cahiers du germe*** édités chaque trimestre font le point sur ces différentes activités.

GERME collabore avec l'AAUNEF. TRACES. les organisations étudiantes. *Espace universitaire* la *Revue de l'université...* dans le respect de la spécificité de l'objet de chaque organisme.

## *CAHIERS DU GERME spécial "rencontres du germe"*

**ACTES "CHARTE DE GRENOBLE"**. Alain Monchablon : "les étudiants de l'entre deux guerres, des élites inquiètes", Stéphane Merceron "l'UNEF des années noires", Didier Fischer "le monde étudiant à la libération", Jean-Yves Sabot "la charte de Grenoble", Robi Morder "Grenoble : naissance d'un syndicalisme étudiant", et les contributions des acteurs de l'époque : Pierre Rostini et Paul Bouchet.
52 pages - 35 F (5 F frais de port en sus)

**ACTES "INTERNATIONALES ETUDIANTES"**. Alain Monchablon "la première CIE", Didier Fischer "repères historiques sur les relations internationales de l'UNEF", Joël Kotek "les étudiants en guerre froide", les témoignages et contributions de Jiri Pélikan (ancien secrétaire de l'UIE), de Pierre Rostini et Paul Bouchet (participants au CPI et au congrès de fondation de l'UIE), de Pierre Yves Cossé et Jean-Louis Péninou, responsables internationaux de l'UNEF dans les années 50 et 60.
Deux contributions : Nicolas Pas " comparaison entre les mouvements étudiants français et hollandais", Robi Morder "comparaisons internationales et "exception française".
Sous presse. 56 pages. 40 F (5 f frais de port en sus).


## les cahiers du *GERME*

Edité par l'association GERME. 42. rue Faidherbe 75011 PARIS. Fax : 01 44 93 07 32

Imprimerie spéciale de l'éditeur.

CPPAP en cours. ISSN 1277-247X

Directeur de Publication : Robi MORDER

Comité de lecture : Didier FISCHER. Joël KOTEK. Jean Philippe LEGOIS. Stéphane MERCERON. Alain MONCHABLON. Robi MORDER. Jean-Quentin POINDRON. Jean Yves SABOT.

# EDITORIAL

Ces *cahiers du germe trimestriels* sont le premier de l'année 1997, qui est aussi celle du 90° anniversaire de la naissance de l'UNEF. A mi-chemin de l'année universitaire, nous avons réalisé le programme que nous nous étions fixé avant l'été. Nos trois premiers séminaires se sont avérés extrêmement riches, et y ont participé entre 10 et 15 personnes à chaque fois dont des anciens de l'UNEF, des responsables syndicaux étudiants, et de personnes travaillant aux archives nationales et de Sciences-po. La liste des chercheurs associés s'est allongée, et l'édition de ce N° 2 des *cahiers*, ainsi que la préparation du N° 3 en cours prouve que le projet du trimestriel est viable. Paralèllement, notre participation au séminaire international animé par Gilles le Béguec , avec l'animation d'une séance sur l'UNEF, le suivi des travaux du dictionnaire biographique, l'animation d'une série de réunions auxquelles nous sommes invités, la collaboration avec TRACES dans la perspective du colloque "90 ans", nous permet d'élargir le "réseau" et de soumettre nos recherches et travaux à la discussion et à la critique.

Les limites matérielles (en termes financiers et de temps) qui sont les notres nous amènent à être un peu en retard dans l'édition des *cahiers du germe spécial internationales étudiantes* qui sortiront avant la fin avril, et en ce qui concerne le dictionnaire biographique, dans le passage à la diffusion du questionnaire et à la réalisation des entretiens. La rencontre de juin permettra de délimiter les champs de compétence entre le groupe "étudiants" et les autres groupes (jeunesses politiques, confessionnelles, mutualisme, écoles normales...) du dictionnaire et d'organiser notre travail puisque nous sommes passés d'une équipe de six/sept personnes à un réseau d'une bonne quarantaine d'étudiants et chercheurs.

Robi MORDER

**********

## *INITIATIVES COLLOQUES SEMINAIRES*

**********

**"séminaires du germe : engagements et militantismes étudiants".**

Les trois séminaires prévus se sont tenus selon le programme prévu. Le 20 novembre avec Alain Monchablon et Jean-Claude Caron (la fondation de l'UNEF au tournant du siècle). Le séminaire du 18 décembre a permis des regards croisés sur les étudiants dans l'entre deux-guerres avec Didier Fischer sur l'UNEF, Didier Leschi sur le PSF et les étudiants, et Jacques Varin sur l'Union fédérale des étudiants. Enfin, le 15 janvier Didier Fischer, Stéphane Merceron, et Olivier Raeis ont présenté les "réalisations étudiantes" : le sanatorium, la naissance des oeuvres, et les réalisations des AG.

**(les séminaires ont lieu au CHRMSS Paris I, 9, rue Malher 75004 PARIS)**

**"les groupements d'étudiants et la formation de la classe politique en Europe".**

Après le séminaire du 14 novembre qui ont permis à Gaetano Quagliarello de présenter les travaux du séminaire italien et un aperçu historique du mouvement étudiant italien, ainsi qu'un bilan de l'année par M. Gilles Le Beguec, et celui du 12 décembre où Bernard Lachaise et François Audigier nous ont plongé dans "les jeunesses gaullistes de la traversée du désert à mai 68", le 19 janvier la séance était animée par nos amis Jean-Yves Sabot et Didier Fischer qui ont traité de "l'UNEF et les étudiants, l'entrée en politique d'une génération".

**(les séminaires ont lieu à l'IHTP 44, rue de l'Amiral Mouchez 75014 PARIS)**

**nous avons rencontré, voyagé...**

**ST QUENTIN EN YVELINES 13 NOVEMBRE.** Soutenance du mémoire de Maîtrise de Stéphane Merceron *aspects de l'UNEF à la fin des années 30.*

**PARIS 27 NOVEMBRE. CHRMSS.** Alain Monchablon et Jean-Philippe Legois ont participé à la réunion générale du "dictionnaire biographique".

**STRASBOURG 18 DECEMBRE.** Journée strasbourgeoise pour Alain Monchablon le 18 décembre. Invité par l'UNEF Strasbourg à animer une réunion sur l'histoire de l'UNEF et le syndicalisme étudiant avec une vingtaine d'étudiants, ce voyage a été l'occasion d'une visite des locaux et des archives de l'AFGES (membre de la FAGE) ainsi que du restaurant "le Gallia".

**PANTHEON 5 DECEMBRE.** Robi Morder a participé - avec des acteurs du mouvement de 1986 - à une soirée débat avec Isabelle Thomas, David Assouline, Malik Larabi et Philippe Darriulat, après la projection du film "Devaquet si tu savais" organisée par l'UNEF ID Paris sous la Présidence de Pouria Amirshahi.

**ANGERS 9 JANVIER.** Alain Monchablon a participé avec Claude Pennetier à une réunion d'information et de travail organisée par l'équipe locale du "dictionnaire biographique du mouvement ouvrier".

**ROUEN 20 JANVIER** Alain Monchablon a co-animé une séance des séminaires dirigés par Yolande Cohen sur les mouvements de jeunesse.

**GRENOBLE 23-25 JANVIER.** Université Pierre Mendès France, CERAT, UFR de sciences humaines, Université de Turin, Musée de la résistance et de la déportation, colloque "être jeune en France 1939-1945".

**PARIS 31 JANVIER :** Rencontre de travail AAUNEF/ TRACES/ GERME (Jean Philippe Legois, Robi Morder, Jean-Yves Sabot) sur le colloque "90 ans de l'UNEF".

**PARIS 5 FEVRIER** : remise du prix de l'Observatoire de la Vie Etudiante à notre ami Raphaël Desanti primant son mémoire de maîtrise de sociologie : *Le syndicalisme étudiant à la faculté de lettres de Nantes* (1996, J.P. Molinari Dir.)

**DIJON 11 FEVRIER.** Robi Morder a animé une réunion de formation organisée par l'AGED UNEF ID de Dijon sur l'histoire de l'UNEF et le syndicalisme étudiant. A cette occasion, il a consulté les fonds d'archives de l'AGED qui sont en cours de traitement localement, et dont certains documents complèteront les fonds de la BDIC de Nanterre, et visité la cafétéria de l'AGED qui fête en 1997 son trentième anniversaire.

## calendrier

**19 FEVRIER : séminaire GERME "les structures"** (l'UNEF, l'Union des grandes écoles) avec Robi Morder et Jean-Quentin Poindron. 16 h 30 - 19 h.

**26 FEVRIER : "jeunesse(s) : qu'est-ce qui change" Soirée débat** organisée par *Politique la revue* autour du "dossier jeunes" de son N° 3 à 20 h 30 à "la clef", 21, rue de la Clef 75005 PARIS (M° Censier-Daubenton) avec Alain Geismar comme "grand interpellateur" et bien évidemment les auteurs des articles. Le tout étant suivi d'un buffet.

**27 FEVRIER :** Serge Curinier : **"l'Union des étudiants communistes"**. 16 h - 18 h (séminaire "Le Béguec" à l'IHTP)

**1° MARS : 70° anniversaire** du restaurant de l'AFGES "la Gallia" à Strasbourg.

**4 MARS MARLY LE ROI "les jeunes une génération étudiante?"** Ollivier Galland (Rencontres de l'INJEP) 20h 9/11 rue Paul Laplat 78160 MARLY LE ROI (tel : 01 39 17 27 56)

**5 MARS. PARIS X NANTERRE.** Séminaire doctoral sous la direction de J.J. Becker et Philippe Levillain. Didier Fischer : **"permanences et mutations de la violence dans le monde étudiant 1930-1960"**. Bât D salle 201 17 h 30

**6 MARS PARIS "psychopathologie des étudiants"** par H. Danon-Boileau dans le cadre des soirées "perspectives psychiatriques" (tel : 01 64 98 74)

**DEBUT MARS : TOURS** Semaine culturelle des associations au cours de laquelle une exposition et un débat sur le syndicalisme étudiant sont programmés.

**14 MARS :** Fabrice d'Almeida : **"jeunesse et socialisme (France et Italie)"** 16 h - 18 h (Séminaire Le Béguec à l'IHTP)

**19 MARS : séminaire GERME "les répertoires d'action collective"** (les revendications, les modes d'action, les occupations, le "folklore" étudiant) avec Robi Morder, Didier Fischer, jean-Philippe Legois, Brigitte Larguèze. 14h - 19 h.

**24 AVRIL :** François Audigier, Laurent Bigorgne, David Colon : **"la politique rue Saint Guillaume"** 15 h - 17 h (Séminaire Le Béguec à l'IHTP)

**MAI 1997 : Congrès** de l'UNEF à Lille.

**MAI 1997 : Congrès** de l'UNEF ID.

**PARIS les 14 et 15 MAI : 90 ans de l'UNEF**, colloque organisé par TRACES à l'initiative de l'AAUNEF avec participation du GERME.

**JUIN : PARIS** bilan de travail des séminaires **"les groupements d'étudiants et la classe politique en Europe"** et préparation du colloque international avec les groupes italien et anglais prévu à Rome en octobre 1997.

**JUIN : RENCONTRES GERME "engagements et militantismes étudiants".** Bilan des séminaires GERME 1996/1997 et de nos différentes activités, travail avec les autres groupes du dictionnaire biographique. Date, lieu et programme détaillé dans les prochains *cahiers du germe*.

# DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE

Paralèllement à la préparation de la cinquième série du *dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* (1940-1968), ses animateurs mènent une recherche prosopographique qui dépasse le cadre du seul "mouvement ouvrier", puisqu'elle intègre d'autres engagements : syndicalisme enseignant, mutualisme, professions libérales, militantisme confessionnel, et, bien entendu, le syndicalisme et le mouvement étudiant. GERME participe pleinement à cette recherche (voir dans Cahier du Germe N° 1 spécial congrès de Grenoble la présentation faite par Alain Monchablon).

Des réponses à nos demandes de consultation ont commencé à nous parvenir de la part d'Archives départementales et de Préfectures (bureaux des associations). Dores et déjà, Jean-Yves Sabot et Didier Fischer ont établi une première liste des bureaux nationaux de l'UNEF de 1946 à 1962 (voir *Cahiers du germe* trimestriel N° 1), en partant des comptes-rendu des congrès, des journaux d'AGE. Nous publions ici, la suite de la liste 1963/1967 établie avec Alain Monchablon. Bien entendu,dans l'état actuel des recherches, des lacunes demeurent : prénom, fonction à l'UNEF, université et discipline ne sont pas toujours connues.Les rectificatifs sont les bienvenus, de même que toute proposition de collaboration à ce travail dans la quarantaine de villes universitaires, d'autant qu'il nous faudra ensuite continuer ce travail pour les bureaux d'AG.

**Toutes les personnes intéressées sont invitées à se manifester auprès de :**
**Alain MONCHABLON, CNRS URA 1738, 9, rue Malher, 75181 PARIS CEDEX 04,**
**tel : 01 44 78 33 79 - fax : 01 44 78 33 33.**

## LISTE DES PRESIDENTS DE L'UNEF 1946-1962

**François LEMEILLEUR (avril-décembre 1962)**
**Jean Claude ROURE (décembre 62-avril 1963)**
**Michel MOUSEL (1963/1964)**
**Bernard SCHREINER (1964/1965)**
**Jean-François NALLET (1965/1966)**
**TERREL (avril 1966/janvier 1967)**
**Pierre VANDENBURIE (janvier 1967/novembre 1967)**
**Michel PERRAUD (Novembre 1967-avril 1968)**
**Jacques SAUVAGEOT (avril 1968-décembre 1968)**

## LISTE DES MEMBRES DU BUREAU NATIONAL DE L'UNEF 1963-1967.

### avril 1962 - avril 1963

| | |
|---|---|
| François LEMEILLEUR | président, démission en juillet 1962 (Sciences, Caen) |
| Jean-Claude ROURE | VP universitaire puis président en juillet (Montpellier) |
| Michel DUTHEIL | VP intérieur (Toulouse) |
| André LARQUIE | VP international (IEP, Paris) |
| DALLOZ | VP santé-sport |
| Jean-Claude MERLE | VP jeunesse et affaires militaires |
| Jean-Jacques HOCQUART | VP culturel (CEST) |
| Jean-Claude LE FAUCONNIER | formation des cadres (Caen) |
| Bernard GIRAUDY (?) | gestion (Grenoble) |
| GUILLAMAIN | information |
| MARCOVICI | trésorier, remplacé par François WOLF |
| Dominique WALLON | conseiller juridique IEP, Paris) |

### avril 1963 - avril 1964

| | |
|---|---|
| Michel MOUSEL | président (IEP, Paris) |
| Hervé DE MINIAC | secrétaire général, démission en octobre |
| François CALAQUE | économie et urbanisme puis secrétaire général en octobre |
| François WOLF | trésorier |
| Jean-Claude MERLE | VP jusqu'en juillet |
| Martine MICHELLAND | VP en juillet, remplaçant J.-C. MERLE |
| Jean-Paul MALRIEU | VP universitaire (ENS) |
| Romain-Roland VAAST | VP intérieur |
| Jacques FERSTENGERG | VP culturel (AGEMC) |
| Etienne MOUGEOTTE | VP international (IEP) |
| Jean-Jacques MACHON | VP loisir |
| Jean COURDOUAN | VP information et formation, démission en octobre |
| Bruno THOMAS-LAMOTTE | VP information et formation à partir d'octobre |
| François MARESCHAL | VP jeunesse-militaire, démission |

| | |
|---|---|
| | en octobre (Lettres Dijon) |
| Pierre GUIDONI | VP jeunesse et militaire |
| Xavier JOSEPH | délégué polyvalent (Lettres. Dijon) |
| Pierre BIBARD | secrétaire de la conférence des présidents |
| Jean-Claude GILLET | accueil à l'étranger |
| KARUF | économie et urbanisme à partir d'octobre |
| Jean-Jaques HOCQUARD | bureau d'action culturelle |
| Gérard POITOU | rédacteur en chef de 21 X 27 |
| Michel PERRIN | VP universitaire adjoint |
| BRETON | VP intérieur adjoint pour l'UGE |

## avril 1964 - avril 1965

| | |
|---|---|
| Bernard SCHREINER | président (Strasbourg) |
| Jean-Claude LARUE | secrétaire général. démission |
| Marc KRAVETZ | secrétaire général en juillet, démission en janvier (FGEL) |
| Patrice GREVET | VP universitaire puis secrétaire général à partir de janvier |
| Michel LE MARC | secrétaire général chargé de la formation syndicale, démission en septembre (Rennes) |
| Jean-Marc SALMON | même poste que LE MARC, démission en septembre (Rennes) |
| Jean-Louis PENINOU | secrétaire général à la coordination nationale, entre au BN en septembre, démissionne en janvier (FGEL) |
| Albert LEPICHON | secrétaire général à la formation et à la recherche. (Nantes) entre au BN en septembre, démissionne en janvier |
| Louis-Jean CALVET | rédacteur en chef de 21 X 27 |
| Jean-Claude GILLET | VP relations extérieures |
| Joël CLATIN | VP coordination |
| Norbert TRAUTH | VP jeunesse |
| Bernard BESNIER | VP universitaire. démission en septembre (ENS) |
| Jean-Marc ROUSSEL | VP universitaire, entre au bureau en septembre (?) |
| Jacques SERMENT | VP universitaire, entre au bureau en janvier (FGEL) |
| Pierre BIBARD | VP universitaire. démission en juillet (?) |
| Christian PRADEAU | VP social. démission en janvier |
| CRON | VP social. remplace PRADEAU en janvier |
| François ROUSSEL | VP international. démission forcée en janvier (Rouen) |
| Alain CROMBECQUE | VP culturel (Lyon) |
| Jean-Claude LEVY | délégué culturel |
| Christian LAMBOLEY | délégué sport |
| Robert ALBIGOT | trésorier |
| Maurice AUBRY | conseiller juridique |

Jean (?) THOMASI et Marie-Claire LAMOTTE entrent au bureau en juillet, fonction inconnue

## bureau élu en avril 1965

| | |
|---|---|
| Jean-François NALLET | président (Bordeaux) |
| Michel ROSTAIN | secrétaire général (FGEL) |
| Christian GAY BELLILE | trésorier |
| Jean-Pierre COQUERELLE | VP universitaire |
| Jean-Claude DAUMESNIL | VP universitaire |
| Christian POGOREL | VP universitaire |
| Prisca BACHELET | VP formation et recherche |
| Yves LICHTENBERGER | VP culturel (IEP ?) |
| Alain CROMBECQUE | VP international |
| Henri DE LAPPARENT | VP santé |
| Pierre GRANDGUILLAUME | VP social (Besançon ?) |
| Michel POUSQUIERE | VP social |
| Claude MULLER | VP sport |
| Guy TRASTOUR | conseiller juridique |
| Serge JULY | VP Culturel et information (FGEL) |

## bureau élu en avril 1966

| | |
|---|---|
| J.F. NALLET | président (démissionne en juillet) |
| Pierre VANDENBURIE | Secrétaire général (Lille) |
| J. TERREL | V.P. Universitaire (ENS). Président en juillet |
| André CUISINIER | VP Universitaire (ENS) |
| Philippe PEYRON | VP Information (ENS) |
| Antoine SPIRE | Rédacteur en chef 21x27 (HEC) |

## bureau élu fin janvier 1967

| | |
|---|---|
| Pierre VANDENBURIE | président |
| BOYER | secrétaire général |
| Jean TERCE | formation |
| PERRAUD | trésorier |
| LUCAS | santé |
| MATHIEU | jeunesse |
| Pierre-Alain MUET | VP universitaire |
| MASSON | VP gestion |

DUBAR, LE PAPE, HAMMELLE. CHAMPEAU. délégués universitaires, relations BN-province

# congrès de l'UNEF de 1963 à 1967

| | | |
|---|---|---|
| avril 1963 | Dijon | 52ème congrès |
| avril 1964 | Toulouse | 53ème congrès |
| avril 1965 | Bordeaux | 54ème congrès |
| avril 1966 | Grenoble | 55ème congrès |
| avril 1967 | Lyon | 56ème congrès |

# DOCUMENT

## RAPPORT DE LA COMMISSION STAGES (CEST AGEEIP ENS AGEDESEP)
## Document préparatoire au congrès de Dijon de l'UNEF 7-13 avril 1963

Archives de l'AGED (Dijon)

**Le but de l'université est de donner à la fois aux étudiants une large culture générale leur permettant de se situer dans le monde d'aujourd'hui, et de préparer le jeune à assumer concrètement les responsabilités dans l'économie nationale.**

**C'est dans le cadre de cette préparation que se situe la liaison Université-Economie ou Université-Monde du travail, mais c'est à l'Université et non à l'entreprise qu'il revient le droit et le devoir de préparer le jeunes à leur intégration progressive dans les structures économiques du pays, et le meilleur moyen mis à la disposition de l'étudiant pour compléter l'enseignement théorique et général donné à l'Université, serait le stage intégré dans la scolarité dont l'organisation et la préparation seraient élaborées dans l'esprit défini dans ce rapport.**

**Il s'agit, dans un premier temps, d'étudier en général les différents types de stages, leurs buts, les intérêts qu'ils représenteront pour l'étudiant; puis d'examiner le statut du stagiaire, les structures du stage, sa préparation, son déroulement.... Dans un troisième temps les bases de discussion avec les organisations patronales et syndicales et pour terminer un projet de création de structures nouvelles répondant à tous les critères formulés auparavant.**

**DEFINITION DES DIFFERENTS TYPES DE STAGES**

**Le stage est une période passée dans un secteur économique par un étudiant dans le but de compléter sa formation universitaire par des données technologiques, économiques, humaines, sociales, et de s'initier d'une manière organisée aux conditions concrètes du travail du secteur en question.**

**En dehors du stage de production que nous condamnons, mais qui à l'heure actuelle permet à l'étudiant de subvenir à ses besoins, besoins qui n'existeraient pas si l'Etat acceptait une de nos revendications majeures, l'allocation d'études, et nous considérait comme jeune travailleur intellectuel;**

**Il existe deux types de stages bien différents l'un de l'autre**

**1°/ Le stage d'information et d'initiation.**

**C'est un stage qui permet à l'étudiant de prendre conscience des réalités concrètes d'un secteur économique, d'analyser le fonctionnement de ce secteur, son organisation, sa vie, son rôle dans l'économie nationale; d'entrevoir ce que sera sa place, ses activités, ses responsabilités.**

**Voilà pour le côté éducatif, mais là n'est pas le seul intérêt le stage permet à l'étudiant de prendre connaissance avec la vie du monde du travail, les difficultés d'adaptation devant lesquelles il butera. Il pourra alors réviser son orientation première et poursuivre ses études avec un esprit plus ouvert.**

**2°/ Le stage de formation technique.**

**C'est un stage pendant lequel l'étudiant approfondira les connaissances théoriques et techniques qu'il aura acquis au cours de sa scolarité par une initiation pratiqué dans un secteur déterminé. Le stagiaire aura un travail à effectuer qui entrera dans l'ensemble de la production du secteur auquel il aura été affecté.**

**BUTS ET INTERETS**

**Il s'agit, par le stage, d'amener l'étudiant à reconnaître le problème concret que constitue la formation universitaire et les difficultés de passer de la théorie à la réalisation pratique, à étudier le fonctionnement du secteur économique et ses méthodes de travail, à prendre conscience des réalités sociales et les difficultés que présentera son intégration dans le monde du travail;**

**On peut analyser plus profondément ces idées suivant 4 points :**

**1/ Formation universitaire et technologique :**

**- acquisition d'une formation technologique qu'il n'est pas possible d'inculquer dans les locaux de l'Université**
**- résoudre les difficultés pratiques d'un passage d'un enseignement théorique à une réalisation pratique (illustration pratique des connaissances de base)**
**- développer les méthodes de travail (travail par groupe)**

**2/ Formation économique**

**- Information générale sur un secteur de l'activité de la vie économique**
**- acquisition de connaissances d'économie générale (étude de la gestion d'une entreprise)**

**3/ Formation sociale**

**- Notions sur la législation du travail, les conventions collectives, les comités d'entreprises (leurs rôles, leur évolution, leurs limites)**
**- formation syndicale, conception du syndicalisme ouvrier et cadre.**

**4/ Formation humaine.**

**- Le stage moyen de transition entre la vie universitaire et la vie professionnelle**
**- prises de contact avec le milieu ouvrier, discussions avec tous les employés, logement si possible dans une famille (ouvrier ou cadre)**
**- possibilités d'orientation de l'étudiant.**

STATUT DU STAGIAIRE

Le stage fait partie intégrante des études, il est obligatoire. La responsabilité du stage appartient à l'Education Nationale par l'intermédiaire d'un organisme central.

Le stagiaire est un étudiant, et reste étudiant pendant toute la période du stage. Il reste sous la juridiction réservée à l'étudiant.

Tout étudiant doit faire un stage suivant les modalités à étudier : préparation, déroulement, rapport. Il peut choisir le stage, son sujet, le lieu.

La prise en charge du stagiaire : logement, nourriture, ... est réglée par la caisse centrale dépendant de l'organisme sur présentation par l'entreprise d'un devis.

La rémunération du stagiaire est faite, par la caisse centrale, sous forme d'allocation stage, ou salaire stage, suivant un barème établir par ses services.

Le stagiaire est assujetti à la sécurité sociale étudiante.

Pour les accidents de travail, l'étudiant restant sous la responsabilité de l'école, peut être couvert par l'Etat pour les écoles publiques, soit par une assurance pour les écoles privées. On peut envisager que l'étudiant contracte une assurance individuelle à la MNEF, assurance qui pourrait être comprise dans le prix de la carte.

L'entreprise conserve toutes les responsabilités civiles.

L'étudiant restant sous contrôle de l'éducation nationale, il n'est pas touché par la législation du travail, ni par celle des impôts.

STRUCTURE DU STAGE

On comprendra facilement les raisons qui nous amènent à inclure le stage dans l'année scolaire, la période des vacances ne peut être que proscrite, l'entreprise se trouvant alors complètement désorganisée par l'absence de cadres et d'ouvriers. Il est nécessaire que le stage se déroule pendant une période active de la vie du secteur économique.

Pour fixer l'époque et la durée du stage il faut à nouveau différencier stage d'information et stage de formation.

1/ Stage d'information

Il est compréhensible que ce stage se situe au début des études dans l'enseignement, au cours de la première année. A la suite, l'époque serait à définir par l'administration en tenant compte du nombre d'élèves, de professeurs, de locaux. La durée doit être comprise entre un mois et six semaines, mais elle ne doit pas être inférieure à un mois.

2/ Stage de formation.

Ce stage devrait se situer en fin d'étude, au moment où l'étudiant à acquis le plus grand nombre de connaissances théorique et technique et qu'il sera en mesure de bénéficier au maximum de cette formation pratique. La meilleure époque serait au cours du troisième trimestre et le rapport demandé entrerait dans l'attribution du diplôme, mais là encore l'administration sera plus apte pour choisir l'époque selon ses possibilités. La durée devrait être comprise entre 2 et 3 mois mais de toutes façons pas inférieure à 2 mois.

PREPARATION DU STAGE

Il est du devoir de l'Université de préparer l'étudiant aux responsabilités qu'il aura au sein de l'économie nationale. Nous avons vu au début de ce rapport qu'un des moyens mis à la disposition de l'étudiant était le stage dans un secteur économique, et que l'Université devait préparer l'étudiant à ce stage car la bonne réussite du stage dépend entièrement de sa préparation.

Nous allons d'abord envisager les différents sujets sur lesquels portera cette préparation, puis les moyens mis à disposition de l'organisme central.

1/ Formation générale.

- développer chez l'étudiant la nécessité du stage, son importance
- présentation du niveau de ses responsabilités, du cadre dans lequel se déroulera son travail.

2/ Formation technologique

- Amélioration de la formation scolaire initiale
- Initiation aux nouvelles méthodes de travail
- Développement de l'enseignement technologique dans une optique plus pratique que théorique.

3/ Formation économique

- Notions d'économie politique
- Fonctionnement des entreprises : gestion, définition et but de l'entreprise
- Notions de prix de revient, capital fixe, capital circulant, plus-value...

4/ Formation sociale

- Législation du travail, contrat de travail
- Historique des enquêtes sociales (conventions collectives, sécurité sociale, comité d'entreprise...) évolution et étude des textes.
- Les syndicats, conception du syndicalisme, cadre et ouvrier, leurs rôles.

Moyens de préparation

La préparation des stages serait placée sous la responsabilité d'un service de l'organisme central . Ce service étudierait les modalités d'action, en définirait les sujets et les moyens. La préparation pourra en être repartie entre des cours dans le cadre de l'Université faits par des professeurs sur les problèmes d'ordre généraux et des cycles de conférences faits par des gens extérieurs à l'Université (membres d'organisations patronales et syndicales, anciens stagiaires...) ces conférenciers devront être accrédités auprès de l'organisme central.

ENCADREMENT DU STAGE.

L'étudiant ayant suivi le cycle de cours et de conférences compris dans l'ensemble de la préparation, ne se trouve pas complètement dépaysé au moment de son entrée dans une entreprise. Mais il persiste malgré tout un certain malaise qu'il va falloir dissiper par un accueil simple et efficace qu'on traitera dans le paragraphe suivant mais surtout en plaçant le stagiaire sous la responsabilité d'un membre de l'entreprise avec lequel il aura déjà pu avoir des contacts préliminaires, cette personne étant le responsable stage.

Ce responsable stage sera choisi par la direction de l'entreprise sur une liste de trois noms présentée par le Comité d'entreprise et les

représentants syndicaux. Il sera accrédité auprès de l'organisme central.

Cela peut être un ingénieur ou un technicien compétent au point de vue professionnel, pédagogique et syndical. Il doit être libéré de toutes autres activités.

Suivant l'importance de l'entreprise on peut envisager qu'il y ait au moins un responsable par type de stage et par secteur.

C'est au responsable de stage que reviendrait le rôle d'organiser dans l'entreprise la préparation du stage, le travail qui sera confié au stagiaire. Dans la mesure du possible il peut prendre contact avec le futur stagiaire par l'intermédiaire de l'organisme central, le mettre au courant des activités de l'entreprise, de ce que sera son stage à l'aide d'une brochure.

Le responsable stage organisera l'accueil, la présentation aux responsables des services, la visite des installations. Il étudiera les problèmes logement et repas. Pendant toute la durée du stage il sera prêt à venir en aide à tous stagiaires se trouvant en difficulté, contrôlera son travail, ses résultats. A la fin, il pourra conseiller le stagiaire pour la rédaction de son rapport et organisera une journée qui sera consacrée à un échange de vues sur le stage entre le stagiaire, le responsable, des cadres et des ouvriers.

ACCUEIL DU STAGIAIRE.

C'est de l'accueil qui lui est réservé le premier jour que dépend son attitude tout au long de son séjour dans l'entreprise. Un accueil indifférent ou inexistant ne suscitera pas chez le stagiaire le désir d'établir des contacts avec le personnel.

Quel doit être cet accueil? Simple mais efficace. Il consiste à mettre le stagiaire dès qu'il a franchi la porte de l'entreprise dans le bain. Cet accueil se fait par le responsable stage en présence du comité d'entreprise. dans un deuxième temps on lui fait faire des visites assez rapides des différents secteurs, visites que l'on pourra approfondir au cours du stage.

Le responsable du stage doit envisager la possibilité d'un premier repas avec le Comité d'entreprise, des cadres et des ouvriers.

LOGEMENT - REPAS

Il paraît difficile de demander aux familles (ouvriers ou cadres) de bien vouloir héberger un stagiaire pendant toute la durée de son séjour. Pourtant, ce serait la solution la plus profitable pour tous.

Nous ne pouvons pas accepter les propositions de certains secteurs de l'économie qui consisteraient à loger tous les stagiaires dans un ensemble résidentiel réservé à cet effet, comprenant dortoirs, réfectoires, salles de réunions, ce qui serait la reproduction de l'internat à la mise en vase clos des étudiants.

Il faut étudier des solutions de rechange permettant aux stagiaires de s'intégrer le plus possible dans le monde du travail. Cela ne peut être fait qu'au sein d'un organisme groupant toutes les personnes intéressées.

Cette tentative de l'intégration du stagiaire comporte pour lui la nécessité de prendre ses repas aussi bien à la cantine des cadres qu'à celle des ouvriers. De ce côté là le responsable stage envisagera sur place les modalités pour satisfaire tout le monde.

DEROULEMENT DU STAGE

Il nous faut différencier à nouveau les deux types de stages, le déroulement n'étant pas le même dans chaque cas:

1/ Stage d'information

Il semble que toute liberté doit être laissée à l'étudiant ,pour orienter ses recherches, étudier ce qui l'intéresse, mais cela ne signifie pas qu'il n'ait aucune activité ni de programme précis.

Le déroulement devrait être cyclique, c'est à dire que chaque stagiaire passerait par deux ou trois services suivant la durée de son stage, chaque cycle étant de deux semaines.

2/ Stage de formation.

De ce côté là, le déroulement est simple, le stagiaire ayant déjà au moins fait un stage de formation, il se verra attribuer tout de suite un poste fixe dans un secteur donné en tenant compte de sa spécialisation. Il aura à réaliser une tâche précise dans le cadre du fonctionnement du service.

CONTROLE DU STAGE

En plus du contrôle du stagiaire par le responsable stage, il semble bon qu'un professeur mandaté par l'organisme central puisse pénétrer à l'intérieur de l'entreprise et contrôler le travail du stagiaire et suivre son évolution.

RAPPORT DES STAGES

Il doit être le reflet du stagiaire de l'ensemble de ses activités universitaires, techniques, humaines, sociales et économiques. Ce rapport doit être rédigé pendant les derniers jours du stage sur les lieux mêmes des activités.

Il sera adressé par le stagiaire à l'organisme central au plus tard 15 jours après la fin du stage, qui en transmettra une copie à l'école ou faculté, à l'entreprise et aux différents organismes intéressés.

Pour l'organisme c'est une possibilité de contrôle de la valeur du stage.

Pour l'étudiant, c'est un moyen d'exprimer ce qu'il a appris et ressenti au cours du stage, c'est aussi un exercice d'initiative, de concision et de contrôle de son niveau culturel.

Pour l'école c'est une possibilité de suivre le stagiaire et d'avoir une idée plus précise sur sa valeur et son comportement.

Pour l'entreprise, c'est la vision de celle-ci par un observateur extérieur. cette vision peut lui permettre de prendre conscience des problèmes qui peuvent se poser et qu'elle ne voyait pas.

RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

Maintenant que voilà défini l'esprit dans lequel nous voulons voir se développer les études et recherches de solutions aux problèmes des stages, il reste à établir un plan de travail et de discussions pour aborder ces problèmes avec les différentes organisations professionnelles.

1/ Organisations patronales

- Nécessité pour l'entreprise de prendre des stagiaires

- Une telle conception du stage défini ci-dessus implique la suppression de la structure libérale actuelle et son remplacement par une structure codifiée :
a) acceptation pour chaque entreprise d'un certain nombre de stagiaires en fonction de son importance
b) acceptation de ne plus rémunérer les stagiaires, cette rémunération étant prise en charge par la caisse centrale
c) acceptation du statut de stagiaire
e) discussion des structures d'accueil et de déroulement proposés
f) participation à la préparation du stage.

2/ Syndicats enseignants

Les enseignants seront amenés à participer d'une manière concrète à la préparation du stage et à son contrôle. Au cours de la phase préliminaire, période préparatoire, le corps enseignant devra préparer l'étudiant au stage par des cours dans les locaux de l'Université. Dans le cadre du contrôle du stage, il faudra définir les rapports entreprise-corps enseignant, la participation des enseignants à l'entreprise, leur collaboration directe au travail du stagiaire.

C'est sur ces deux points que porteront nos contacts avec les syndicats enseignants :
a) participation à la préparation, cours.
b) acceptation d'entrer dans les locaux de l'entreprise.

3/ Syndicats ouvriers

La participation des ouvriers à la réalisation du stage sera plus facile.
a) préparation du stage : au sein de l'entreprise par le cycle de conférences.
b) accueil des stagiaires : logement de l'étudiant dans la famille, repas en commun, loisirs.
c) au cours du stage : contacts, échange de vue, participation au travail du stagiaire.

STRUCTURES NOUVELLES

Il était souvent cité tout au long de ce rapport le nom d'Organisme central, il ne reste plus maintenant qu'à définir sa structure et ses grandes lignes.

1/ Centre national

Création d'un organisme central des stages sous l'égide de l'Education nationale avec la participation entière des représentants de : administrations, corps enseignant, étudiants (UNEF), organisations patronales, syndicats ouvriers, cadres, paysans.

Cet organisme central, dirigé par un Conseil d'administration serait composé de plusieurs services :
a) service général
- liaison avec les entreprises
- prévisions de la nation en besoins de cadres
- définir les besoins des étudiants
- assurer les contacts avec les sièges sociaux des entreprises
- répartition des stages.
b) service pédagogique
- élaboration des grandes lignes de la préparation du stage, les moyens, les méthodes
- centralise les informations fournies par les rapports de stage. Etudie ces renseignements. Peut proposer une modification des structures, de la préparation des stages et de l'enseignement supérieur suivant le résultat de ces études.
c) service de contrôle
- élabore les modalités de contrôle
- donne des directives aux centres régionaux
d) service financier
- création d'une caisse centrale financée par le prélèvement d'un certain pourcentage sur la taxe d'apprentissage ou par la création d'une autre taxe sur les entreprises.
- son rôle : prise en charge du stagiaire. définir les barèmes de rémunération des stages, rémunération des stagiaires, financement de la nourriture et du logement.

2/ Centres régionaux

Ils sont établis sur la même structure que le centre national, sont en contact permanent avec lui, chargés de la mise en place pratique de la préparation du stage dans leur région et de centraliser les demandes et rapports de stages pour les communiquer à l'échelon supérieur.

Cette structure nouvelle dont nous proposons l'étude peu paraître un peu prétentieuse, mais c'est celle qui peut permettre à l'Université d'exprimer son vrai rôle, celui de préparer l'étudiant à assumer correctement les responsabilités dans l'économie nationale.

## ANNEXE 2
## MODIFICATION DES STATUTS DU CLEE
## (Comité de liaison étudiants entreprises)

Pour l'instant nous ne demandons pas la création d'une structure autonome, structure pouvant être envisagée à plus long terme, nous demandons une amélioration de la structure actuelle du stage dans le cadre du CLEE et dans l'esprit défini par le rapport de la commission précédente.

1/ Réglementation des stages
- incorporation dans le cycle d'études
- statut des stagiaires
- financement par l'Education nationale
- conditions d'accueil, de déroulement, de contrôle.

2/ Obligation pour les entreprises d'accepter un certain nombre de stagiaires en fonction de leur importance
- d'accepter certaines conditions d'accueil, d'encadrement, de contrôle
- d'alimenter la caisse centrale de paiement
- des mesures de coercition peuvent être envisagées.

3/ Réforme des structures du CLEE
a) entrée des syndicats ouvriers, enseignants et paysans
b) par la création des services correspondant à la conception déjà donnée.

Modifications proposées par la commission stage : AGEEIP - CEST - ENS - AGEDESEP.

# ARCHIVES ETUDIANTES

Nous continuons notre tour des archives avec celles des étudiants du RPF à l'Institut Charles de Gaulle et les fonds étudiants du Centre d'histoire contemporaine des Archives nationales. Nos correspondants et nos lecteurs sont invités à nous faire parvenir les inventaires (avec un résumé pour publication) afin que nous puissions compléter au fur et à mesure ce dossier dans la perspective de l'édition d'un catalogue des archives étudiantes.

## FONDS DE L'UNEF DEPOSES AUX ARCHIVES NATIONALES (46 AS)

Les Archives Nationales collectent essentiellement les archives du ministère et des organismes publics d'Etat, dont une partie non négligeable intéresse la recherche sur les mouvements étudiants, notamment les séries F7, F 17, AJ 16, 61 AJ, 63 AJ, 69 AJ, sur lesquelles les prochains numéros des *Cahiers du germe* reviendront. Mais elles accueillent également des archives privées, telles que celles de personnalités, familles, entreprises, syndicats, mouvements, associations... C'est au sein de cette dernière série qu'a été intégré un fonds d'archive de l'UNEF, sous la cote 46 AS.
Ces archives importantes (349 cartons) provenant du bureau national du syndicat étudiant ont été remises par celui-ci à l'Association des Amis de l'UNEF en septembre 1969, à la veille de la scission de la "grande UNEF". A l'initiative de Jean Maîtron, à l'époque secrétaire du Centre d'histoire du syndicalisme de l'Université de Paris (actuel CHRMSS), et de Michel Quétin, conservateur aux Archives nationales, ce fonds fut transféré aux Centre d'histoire du syndicalisme, puis, en 1972, après signature d'un contrat de dépôt, aux Archives nationales. Ce fonds est l'indispensable complément des archives UNEF conservées à la BDIC et présentées dans le précédent numéro des *Cahiers*.

Le plan de classement élaboré par Françoise Bosman en 1982 restitue la structuration de l'organisation étudiante avec des **séries générales**, correspondant aux congrès, conseils d'administration, assemblées générales, trésorerie et secrétariat national, puis des **séries plus spécialisées**, correspondant aux vice-présidences de l'UNEF, et, enfin, des **séries consacrées aux organismes associés.**

### Cartons 1-78 : les séries générales.

Cette première partie du fonds débute par un **dossier juridique**, qui complétera les dossiers de la BDIC, notamment pour les années 50-60.
Les **dossiers de congrès** (46 AS 2-18) couvrent les années 1929-1930, 1934-1935, 1938, 1947-1967, ce qui comble ainsi certaines lacunes (congrès de 1938, 1947, 1950 et 1951).

Les **compte-rendus de Conseil d'administration** (1939-1959) et **d'assemblée générale** (1955-1967), les circulaires et la correspondance du BN (1949-1967) pourraient être également un complément précieux (46 AS 19-49).

**Des dossiers par AGE et par fédérations** (46 AS 53-71) contiennent de la correspondance avec le BN, des compte-rendu et publications. A noter la richesse particulière des archives concernant la Fédération des groupes d'études de lettres, regroupant les militants UNEF de Sorbonne-lettres, les dons des documents d'Antoine Griser et de militants du Groupe d'études d'histoire enrichissent considérablement les archives du BN concernant cette "super-AGE" (5 cartons, 46 AS 64-69) et donnent de solides matériaux pour une "histoire d'en bas" du mouvement étudiant.
Enfin, les **documents comptables** nous laissent quelques traces de la trésorerie nationale des années 1948 à 1966.

### Cartons 79-303 : les séries spécialisées par vice-présidence.

On retrouve ici, par secteur, les traces de l'activité du mouvement étudiant sur le plan national.

**Vice présidence-universitaire** (46 AS 79-91) de 1946 à 1969, documentation, interventions et actions revendicatives concernant le budget de l'Education nationale et les réformes de l'enseignement.

**Vice-présidence internationale** (46 AS 92-124) de 1947 à 1965, correspondance avec les unions nationales étrangères d'étudiants, de 1947 à 1967, congrès, comités exécutifs, festivals mondiaux, publication de l'Union internationale des étudiants, idem pour la Conférence internationale des étudiants, de 1950 à 1967, et pour de nombreuses réunions internationales ponctuelles.

**Vice-présidence outre-mer** (46 AS 125-134), de 1952 à 1965, correspondance et documentation par pays et organisation d'outre-mer,a vec, surtout, 6 cartons (128-133) sur la mobilisation contre la guerre d'Algérie et les relations avec l'UGEMA.

**Vice-présidence jeunesse et affaires militaires** (46 AS 135-143) de 1950 à 1964, dossiers sur les questions de la jeunesse et la commission armée-jeunesse; remarquons l'importante correspondance relative aux sursis, notamment pendant la guerre d'Algérie.

**Vice-présidence culturelle** (46 AS 144-150) de 1948 à 1967, dossiers concernant les activités culturelles organisées par l'UNEF, notamment le festival culturel international universitaire.

**Vice-présidence sports** (46 AS 151-153) de 1953 à 1966, dossiers et correspondance.

**Vice-présidence informations** (46 AS 154-297), outre un dossier concernant l'office de presse crée en 1929 (1928-1934), cette série comporte essentiellement la presse du syndicat (*L'Etudiant de France* de 1957 à 1969, *Les Cahiers de l'UNEF* en 1963, *UNEF Informations* de 1951 à 1970) et une importante revue de presse (178-296, soit 117 cartons) réalisés par le secrétariat permanent de 1954 à 1968.

**Vice-présidence intérieure** (46 AS 298-303) de 1946 à 1968, dossiers concernant le cogestion des oeuvres, le logement, les restaurants universitaires, les bourses et l'allocation d'études, et la formation syndicale.

**Cartons 304-349 : les séries consacrées aux organismes associés.**

Quelques maigres dossiers concernant le Bureau universitaire de statistiques (BUS), l'Office du sport scolaire et universitaire (OSSU), l'Office du tourisme universitaire (OTU) et l'Université-Club. Pour ce qui est du **Centre national des oeuvres universitaires et scolaires** (CNO ainsi que le COmité PARisien, 304-309 de 1951 à 1967) et la **Fondation santé des étudiants de France** (FSEF 310-320, de 1948 à 1967), les archives sont plus riches, contenant compte-rendus des Conseils d'Administration, bulletins d'information et correspondances.

A ce type de documents les dossiers relatifs à **l'Union des grandes écoles** (UGE, 344-348, de 1957 à 1968) et à la **Mutuelle nationale des étudiants de France** (MNEF, 321-340, de 1948 à 1969) ajoutent des compte-rendus de congrès et d'assemblées générales et, pour cette dernière, des rapports de trésorerie.

En somme, ce fonds est un de ces fonds incontournables pour l'histoire des mouvements étudiants en France, un de ces fonds dont il nous faudra pointer plus précisément les lacunes et les apports originaux par rapport aux autres, tels celui de la BDIC. C'est ainsi que nous pourrons faciliter l'accès à ces sources d'une histoire qu'il nous reste collectivement à écrire et à compléter.
Jean-Philippe Legois.

## LES ETUDIANTS DU R.P.F. DANS LES ARCHIVES DE LA FONDATION CHARLES DE GAULLE.

La Fondation Charles de Gaulle* abrite, entre autres, depuis le début des années soixante-dix, les archives du R.P.F., et plus particulièrement pour ce qui nous intéresse, celles des jeunes et du groupement des étudiants entre 1947 et 1955. Vingt boîtes peuvent être consultées à la bibliothèque qui est ouverte du lundi au vendredi de 14h à 18h. Il est toutefois prudent de prendre contact par téléphone avant sa venue. Bien classées, ces archives sont d'un maniement aisé. Les cinq premiers cartons sont consacrés aux jeunes du rassemblement, les trois qui suivent portent plus spécifiquement sur les étudiants (correspondances, réunions, circulaires, propagande, documentations diverses), les douze qui restent regroupent, par dossiers départementaux, l'activité des différentes sections " jeunes et étudiants " en France.
Ce fonds d'archives est essentiel pour celui qui s'intéresse à l'histoire des mouvements de jeunesse et d'étudiants en France. Il a le mérite, notamment en ce qui concerne le Groupement national des étudiants R.P.F., d'être relativement complet. Souvent délaissée, au profit de la " maison-mère ", l'étude des organisations de jeunes et d'étudiants R.P.F. offre en fait au chercheur bien des réponses sur le mouvement gaulliste dans son ensemble. Si l'on ne peut le réduire à une propagande savamment orchestrée qui fait croire à une ascension fulgurante et à un enracinement profond, et rend d'autant plus spectaculaire la retombée d'une vague qui devait tout emporter, force est de constater le décalage existant entre les aspirations des principaux dirigeants et la réalité nettement moins brillante.

Dès le début de l'année 1949, le groupement national des étudiants est en perte de vitesse. Etouffé idéologiquement et financièrement, abandonné des ténors du gaullisme, en proie à une organisation interne qui favorise les parisiens au détriment des provinciaux, les étudiants R.P.F. se lassent des " joies " du militantisme. Si certains parviennent au bureau national de l'U.N.E.F. en 1950, ils ne représentent déjà plus souvent qu'eux mêmes. Partout en France, les sections des étudiants R.P.F. se vident de leurs éléments les plus dynamiques. Ces archives nous enseignent que la rencontre du gaullisme avec l'opinion étudiante fut brève et tout compte fait limitée aux couches conservatrices de l'Université qui se recrutaient essentiellement dans les facultés de droit et de médecine. Jamais les gaullistes ne furent en mesure de s'imposer dans les facultés de Lettres où la concurrence communiste était forte. A Paris, en mai 1948, au plus fort de la vague gaulliste, l'intergroupe santé des étudiants R.P.F. rassemble 259 membres sur les 400 étudiants gaullistes de la capitale. Nous sommes très loin des 4500 étudiants que revendiquait Pierre Dumas, le secrétaire général du Groupement national des étudiants R.P.F..

Ces archives permettent aussi de mieux comprendre la relation qui existe entre un parti politique et son organisation étudiante. Créée à l'initiative du

premier, pour développer parmi les étudiants une action de propagande et constituer un réservoir potentiel de cadres, le groupement étudiant est dans l'étroite dépendance du parti. Les dirigeants du R.P.F. ne se posent d'ailleurs jamais la question de la spécificité du milieu étudiant tant il leur semble naturel que les étudiants qui adhèrent doivent être sur la même ligne qu'eux. Pourtant, dans bien des cas, les opinions divergent entre les plus jeunes et leurs aînés. Sans vouloir faire référence au traditionnel conflit des générations, qui n'explique que partiellement les désaccords, il faut se rendre compte que très souvent les étudiants sont plus critiques et radicaux dans leur manière de poser les problèmes. Ils entrent ainsi souvent en conflit avec le Rassemblement qui ne cherche plus alors qu'à étouffer la contestation. Dès 1947, la question sur la démocratie interne et l'autonomie des mouvements de jeunes et d'étudiants du R.P.F. est posée et provoque les premières crises. Sur l'équipe fondatrice du Groupement national des étudiants R.P.F. composée de Maffragi, Galabert, Laloy et Dumas, les trois premiers ont déjà donné leur démission à la fin de l'année en désaccord avec les conceptions et les orientations du mouvement!

Enfin, dans la perspective d'une histoire politique qui emprunte de plus en plus les chemins culturels, ces archives permettent de retrouver les itinéraires de jeunesse de nombreux cadres du mouvement gaulliste, de mieux comprendre aussi comment ce type d'organisation a pu constituer un lieu de formation, voire d'acculturation à la vie politique. Il faut en fait de longues années pour faire un dirigeant national. Rares sont alors ceux qui n'ont aucun passé militant de jeunesse. Sans exagérer l'importance de telles structures, force est de constater que la politique rejoint la biologie pour nier l'existence des générations spontanées.

Aussi, toute plongée dans les papiers des jeunes et des étudiants R.P.F. entreposés à la Fondation Charles de Gaulle, se solde-t-elle par une moisson de futurs députés, ministres, ou responsables souvent encore en activité aujourd'hui. Tous ne sont d'ailleurs pas restés fidèles à leur engagement de jeunesse. Nous pouvons citer, sans prétendre à l'exhaustivité les noms de Pierre Dumas, Robert Poujade, Claude-Gérard Marcus, Pierre Bas, Jacques Marette, Lucien Neuwirth, Jacques de Rocca Serra, Jean de Préaumont, Jean-Claude Dalbos, Jean Tibéri, Jacques Dominati. Plus de 10% des cadres étudiants du R.P.F., entre 1947 et 1955, ont probablement eu un destin politique.
Il est évident qu'en dépit d'un déclin rapide le Groupement national des étudiants R.P.F. laisse dans l'histoire politique et culturelle de notre pays un sillon remarquable.

Didier Fischer.

* Fondation Charles de Gaulle, 5 rue Solférino, 75007 Paris Tel. 01.44.18.66.77. (ambiance feutrée, excellent accueil!)

## BDIC DE NANTERRE : RECTIFICATIFS

Dans notre descriptif des fonds UNEF-MNEF de la Bibliothèque de Documentation Internationale et Contemporaine (*Cahiers du germe* N° 1), un rajout, une erreur et un oubli à réparer.

Un rajout : nous avons retrouvé un compte-rendu du congrès de Strasbourg de 1947, avec la liste des délégués et le nombre de mandats. Ce compte-rendu se trouvait dans le dossier juridique (Fonds Trastour). En effet, ce conseiller juridique qui a du travailler sur l'évolution des problèmes statutaires de l'UNEF en 1965 avait du se pencher sur ce congrès de 1947 où la représentation de la Fédération des étudiants de Paris (il y a plusieurs associations dans la capitale) était contestée par de nombreuses AG de province, ce qui amène à un "compromis" : les associations parisiennes seront regroupées en cinq grands "blocs" par regroupements de disciplines.

Une erreur : il est faussement indiqué que le premier *UNEF Inform* date de 1963. En réalité, il faut lire 1953.

Un oubli : nous avons omis de parler des fonds concernant les offices. Or, il y a des documents sur les **offices, puis fédérations** : de **pharmacie** (dont *ONEP Informations*) de 1956 à 1970 (4° delta 1151/4/1), des étudiants en **sciences** depuis 1950 (4° delta 1151/4/2 - deux cartons), du **droit et des sciences économiques** à partir de 1957, (4° delta 1151/4/3), **architecture et beaux-arts** pour ce qui concerne les étudiants parisiens dans la période 1968/1969 (4° delta 1151/4/4), les **étudiants techniciens** (4° delta 1151/4/5), **éducation physique et sportive** (4° delta 1151/4/6) sans compter les **étudiants médecins** (4° delta 1151/4/7 et 8) avec 18 numéros de *l'étudiant médecin* de 1959 à 1963.

En complétant la consultation de ces dossiers avec les journaux étudiants édités par ces organismes (voir le fichier "périodiques" à la BDIC, mais aussi celui de la BN) et avec les fonds des Archives nationales, on dispose de matériaux utiles pour mener des recherches relatifs à ce que l'on appelerait aujourd'hui des "associations nationales de filières" (ou "monodisciplinaires"). Il s'agit d'offices "techniques" n'ayant qu'une très faible autonomie. Il serait intéressant d'étudier précisément les rapports - et tensions - entre ces offices et le BN. Mais, malgré cette autonomie "politique" réduite, ces offices n'en demeurent pas moins des lieux où s'élaborent revendications, propositions de réformes qui sont discutées avec les autorités de tutelle, et qui nouent des liens parfois avec les "professions", et plus souvent avec les étudiants de même discipline d'autres pays.

R.M.

# la revue Politique

N° 3

sommaire


4 L'édito *Jacques Kergoat*

**Prologue**

9 Il était deux fois *Jack Ralite*

**[Existe-t-il une autre vie pour le syndicalisme ?**

19 Pour un syndicalisme rassemblé *Lydia Brovelli*
23 De nouvelles pratiques syndicales *Annick Coupé*
27 Ne dites pas à ma mère que je suis syndicaliste, elle me croit... *Hubert Bouchet*
31 De décembre 95 au conflit des routiers *Claude Debons*
35 Construire des perspectives en France et en Europe *Pierre Toussenel*
39-43 Commentaires : *Lydia Brovelli, Annick Coupé, Hubert Bouchet, Claude Debons, Pierre Toussenel*
45 Le destin du syndicalisme français *René Mouriaux*

**=[eunesse(s) : Qu'est-ce qui change ?**

51 Une ou plusieurs jeunesses ? *Gérard Mauger*
57 Zapper les médias *Mathieu Cologan*
59 Féministes tant qu'il le faudra *Les Marie-pas-claire*
63 Les jeunes et le syndicalisme : le fossé *Pierre-Jean Rozet*
67 Agir pour la santé des jeunes *Anne Danière*
71 Mondes et mouvements étudiants : l'enjeu des définitions *Robi Morder*
75 Un droit à l'avenir pour les jeunes *Régis Juanico*
79 Le renouveau de l'apprentissage *Prisca Kergoat*
83 Engagement : obligation que l'on contracte *Pascal Wolf*
85 Une génération charnière *Yasmine Boudjenah et Stéphane Sahuc*
89 Une jeunesse solidaire *Jean-Luc Brustis*
93 Pour l'allocation d'études ! *Pouria Amirshahi*

**Rebond**

99 Les communistes et le féminisme *Brigitte Dionnet*

**Hors champ**

105 Après les élections en Bosnie-Herzégovine : L'Europe au péril des Balkans *Bernard Dréa*
111 Diminuer le temps de travail et augmenter les salaires *Jean-Claude Boual*
115 Le progressisme et la transformation de la société *Anicet Le Pors*
119 Marx, le retour ? *Antoine Artous*
123 Blue note *Nicolas Béniès*

**Notes de lecture**


## BULLETIN D'ABONNEMENT

☐ JE M'ABONNE À *POLITIQUE LA REVUE* pour 1 AN (4 numéros)
☐ FRANCE 200 F ☐ ÉTRANGER 250 F

☐ JE SOUSCRIS UN ABONNEMENT DE SOUTIEN D'UN AN À *POLITIQUE LA REVUE*
☐ 300 F ☐ 500 F ☐ 1 000 F ET PLUS

NOM ..... PRÉNOM .....

N° ..... RUE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

DATE : SIGNATURE

**A retourner avec votre règlement à *POLITIQUE LA REVUE* - 60/62, rue d'Hauteville - 75010 PARIS**


*la revue de* L'UNIVERSITÉ & *la lettre de* L'UNIVERSITÉ

***Il n'y a pas de réflexion sans information...***
***Il n'y a pas d'information sans réflexion...***

**CITOYENNETÉ ÉTUDIANTE ET ÉCONOMIE SOCIALE**
*Chaque TRIMESTRE*
• Des rencontres avec les acteurs de la vie universitaire
• Des dossiers : Université 2000, la mutualité étudiante...
• Structures : analyse des syndicats et associations
• Histoire : la naissance du syndicalisme étudiant, l'université à travers l'histoire...
• Des dossiers juridiques
• Territoires : un regard sur les campus français et étrangers

**RÉFLEXIONS • RÉFÉRENCES CONFRONTATIONS**

**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE**
*Chaque SEMAINE*
• Les informations des administrations et collectivités
• Les appels d'offres et publications
• Les syndicats, les associations, la vie étudiante
• Les lois et décrets, les nominations
• Les nouvelles sur la recherche et les filières
• L'agenda des colloques et manifestations

**INFORMATIONS INDISCRÉTIONS • PROJETS**

BON D'ABONNEMENT
*La Revue de l'Université* *La Lettre de l'Université*

☐ **OUI**, je profite de votre offre spéciale d'abonnement pour 1 an = 4 numéros de *La Revue de l'Université* + 34 numéros de *La Lettre de l'Université* au prix de **985 F**
☐ **OUI**, je m'abonne pour 1 an à *La Revue de l'Université* au prix de **248 F**
☐ **OUI**, je m'abonne à *La Lettre de l'Université* au prix de **850 F** pour 1 an, **450 F** pour 6 mois

Mon règlement est effectué par :
☐ chèque bancaire ci-joint, d'un montant de -----F, libellé à l'ordre de Media Sud Communication
☐ mandat administratif (administrations et collectivités uniquement) à réception d'une facture
en ----- exemplaires

Société ou organisme :
Service ou fonction :
Nom : Prénom :
Adresse complète :
Code postal : Ville :
Téléphone : Fax :

Date et signatures obligatoires

À retourner à :
*La Revue de l'Université* - BP 77 - 31902 Toulouse cedex 9.

**L'évolution de l'université vous intéresse ?**
**L'enseignement supérieur concerne vos activités professionnelles?**
**vous avez besoin d'une réelle information universitaire**

# Abonnez-vous!

**Un an d'Espace Universitaire c'est :**
**6 numéros du magazine + ses Lettres**

Renvoyer un bon de commande ou le coupon ci-dessous accompagné du règlement.

## Abonnement annuel

| | |
|---|---|
| Etablissement, collectivité | 750 F |
| Personnel | 400 F |
| Etudiant | 200 F |
| A l'étranger | 800 F |

Coupon à renvoyer ou à recopier

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code Postal, Ville .....

Espace Universitaire,
service abonnements
83-87 avenue d'Italie, 75013 Paris

# Factuel

Paiement par chèque
à l'ordre d'*Anima'Fac*
3, rue Récamier
75341 PARIS CEDEX 07

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal - Ville :
Téléphone - Fax :
Etablissement :
Organisation :
Abonnement étudiant (1 an) 150 F
Abonnement institutions (1 an) 300 F

# AGORA

débats/jeunesses

édité par l'INJEP Parc du Val Flory 78160 MARLY LE ROI
4 numéros par an / 300 Francs service abonnements :
l'Harmattan 7, rue de l'Ecole polytechnique 75007 PARIS

# LIVRES, THESES, MEMOIRES

**Claudie WEILL**: ***Etudiants russes en Allemagne, 1900-1914,*** L'Harmattan, 1996, coll. Chemins de la Mémoire, 268 p., prix non indiqué.

L'Allemagne impériale fut une des destinations des étudiants russes à l'étranger, avec deux vagues majeures, au tournant du siècle puis au lendemain de la révolution de 1905; non certes la principale, puisqu'en 1914 il y avait 3000 étudiants venus de Russie en France, contre moins de 1900 sur le territoire du Reich; leur proportion du nombre total des étudiants d'Allemagne n'a pas dépassé 4%, alors qu'elle atteignit 7,5% en France, et 25% en Suisse. Mais l'ouvrage de Claudie Weill, issue d'une thèse de sociologie, se veut moins une étude quantitative - encore qu'appuyée sur les réponses des intéresses à un vaste questionnaire élaboré au printemps 1914 par quelques étudiants russes en Allemagne - qu'une recherche culturelle, alors que la Russie frappait aux portes de l'Europe: au miroir de leurs relations avec le pays d'accueil, et d'abord avec les étudiants allemands, il s'agit d'analyser les réactions que provoqua leur présence dans le Reich, et l'impact de leur séjour sur le devenir ultérieur de l'intelligentsia russe.

Les réactions de la société allemande, mesurées à travers la presse étudiante et le comportement des autorités universitaires et politiques, plus négatives que dans le reste de l'Europe, révèlent le poids des représentations: ces étudiants d'origine aisée sont stigmatisés comme pauvres; moins frappés par les maladies vénériennes que leurs condisciples allemands, ils sont pourtant considérés comme dépravés, en particulier les étudiantes, dont le nombre est outrancièrement surévalué. Leurs condisciples allemands leur reprochent en outre leur manque de curiosité culturelle et d'appétence philosophique, marques d'un médiocre "prolétariat intellectuel". Dénoncés comme "mendiants et conspirateurs" par le chancelier Bülow, ils sont surveillés de près par la police, objets de tracasseries voire d'expulsion. Cependant la méfiance des autorités est tempérée par la crainte de voir ces étudiants partir en masse ailleurs, particulièrement en France. L'hostilité majeure vient des étudiants allemands, qui non contents de leur refuser l'accès à leurs corporations, les désignent avec un antisémitisme plus ou moins dissimulé comme des corps étrangers, et obtiennent contre eux des mesures de numerus clausus et d'inscriptions décalées. Le seul soutien qu'ils reçoivent est celui de la social-démocratie, voire d'individualités universitaires libérales.

La venue en Allemagne de ces étudiants était-elle contrainte ou choisie? Leurs deux vagues majeures sont liées aux exclusions universitaires et aux numerus clausus antisémites de l'empire tsariste, puis aux persécutions qui suivent 1905. Il semble que deux tiers d'entre eux étaient juifs, et la moitié de ceux qui ont été politiquement répertoriés l'ont été comme social-démocrates. Cela n'est pas contradictoire avec le souci de s'ouvrir à l'Autre, ce dont témoigne le fait qu'un tiers des inscriptions dans les universités allemandes l'a été pour une brève période, le temps d'une formation de complément. Principalement étudiants en médecine, ils étaient en quête également d'une meilleure formation et d'un système universitaire plus ouvert que le russe. Pourtant l'étude de leur vie quotidienne révèle leur tendance au repli, accentuée dans les dernières années de l'avant-guerre: sans constituer les "ghettos" dont on les accuse, ils mènent leurs activités principalement au sein de leurs propres salles de lectures et bibliothèques, et s'organisent dans leurs propres associations. La dispersion nationale de ces associations (arméniens, géorgiens, finlandais, etc.) et leurs divisions politiques croissantes sont pour l'auteur significatifs de l'expansion des courants nationalistes (juifs y compris) dans les dernières années de l'avant-guerre.

Août 1914 et Octobre 1917 provoqueront l'éclatement géographique et politique de cette intelligentsia en formation, dont les éclats se retrouveront dans les nouveaux Etats d'Europe orientale, en émigration à l'Ouest, et (le plus souvent pour peu de temps) parmi les cadres techniques de la Russie bolchevik. Le destin des anciens étudiants russes en Allemagne - exil et purge - témoigne de l'élimination de l'intelligentsia en tant que telle et d'un pont coupé entre la Russie et l'Europe.

Alain Monchablon

**Stéphane MERCERON:** ***Aspects de l'Union Nationale des Etudiants de France à la fin des années Trente, une organisation étudiante dans son temps, 1936-1939.*** Maîtrise, sous la direction de MM Pascal Ory et Mollier, Université de Versailles-Saint Quentin en Yvelines, centre d'histoire culturelle de l'Europe moderne, novembre 1996, 1 vol 144 p, + 1 vol (63 pages) d'annexes

Récemment soutenue, avec la mention "Très Bien", la maîtrise de Stéphane Merceron a un double intérêt. Elle donne une vivante présentation de l'UNEF de la fin des années Trente; elle permet également de revisiter la vision traditionnelle des "trois âges" du mouvement étudiant en France.

S'appuyant principalement sur les archives de la BDIC, Stéphane Merceron a utilisé la presse étudiante et les comptes-rendus officiels des Congrès (à l'exception de celui de 1937, à ce jour introuvable) pour brosser le tableau de la vie étudiante et de l'évolution de l'UNEF entre 1936 et 1939. Cette dernière est alors constituée et présente dans toutes les villes universitaires, il ne se crée d'Association Générale nouvelle qu'à Nice, et les associations féminines d'étudiantes se sont fondues dans les AGE. Au total, en 1938, une fois pansées les plaies liées à la disparition (en 1934) de l'AGE de Paris, l'UNEF affirme grouper un étudiant sur quatre.

Les étudiants sont eux aussi touchés par la crise des années Trente: alors que leur nombre augmente, ils sont affectés par la raréfaction des débouchés professionnels, par les effets de la déflation Laval de 1935, et particulièrement par le doublement cette année-là des droits universitaires. Il ne faut alors pas s'étonner que la "question sociale" fasse, plus que par le passé, son apparition à l'UNEF, et contribue à en infléchir l'orientation: les revendications matérielles viennent au premier plan, et des changements d'équipe ont lieu, en particulier lorsqu'en 1937 un étudiant socialiste et membre de la LAURS (Ligue d'Action Universitaire

Républicaine et Socialiste) accède à la présidence. Stéphane Merceron discerne au sein de l'UNEF l'opposition entre ceux qui tournent l'inquiétude étudiante vers l'exclusion des étudiants étrangers (souvent juifs au reste), et ceux qui revendiquent l'extension des débouchés. Les mesures qui sont alors prises par Jean Zay, ministre de l'Education Nationale du Front Populaire, renforcent cette deuxième option: le renforcement du Bureau Universitaire de Statistiques, l'agrandissement du sanatorium de Saint Hilaire du Touvet, la création du Comité Supérieur des Oeuvres pour les Etudiants, la Médecine Préventive Universitaire, la Semaine Sociale de l'Etudiant, sont autant de réponses à la situation de la jeunesse intellectuelle, et donnent à l'UNEF un rôle accru, à la fois actif et représentatif. Les journaux d'AGE naissent ou renaissent, et l'UNEF dispose au niveau national, pour la première fois depuis longtemps, d'un périodique.

Ainsi engagée dans les revendications matérielles, en même temps que dans la gestion de services en faveur des étudiants, l'UNEF ne répond plus exactement aux caractéristiques du corporatisme strict, replié sur lui-même, supposé être le "deuxième âge" du mouvement étudiant, faisant suite à l'âge folklorique" d'avant 1914, et précédant l'âge syndical" d'après 1945. Que l'orientation du mouvement ne se fasse plus à l'écart de l'ensemble de la société, S.Merceron en voit un autre indice dans les prises de position de l'UNEF en faveur du sport amateur que développe alors Léo Lagrange: le sport étudiant n'est pas une branche à part. De même, S.Merceron note le rôle actif que jouent de nouveau les dirigeants de l'UNEF au sein de la Confédération Internationale des Etudiants, où ils s'opposent avec succès aux étudiants de l'Axe. A partir de 1938 l'UNEF se soucie activement du sort des étudiants Outre-mer, autant dans leurs besoins scolaires que dans leur devenir civique.

Tout ceci nous éloigne en effet d'un corporatisme défini comme isolant les étudiants de la société, et refusant la dimension politique de son action. Les arguments de S.Merceron ne sont pas sans valeur; mais ne faut-il pas voir dans l'évolution de l'UNEF, en ces dernières années d'avant-guerre, avant tout la marque du remarquable ministre que fut Jean Zay ? Le ralliement ultérieur, sans états d'âme, des mêmes dirigeants de l'UNEF à la Révolution Nationale ne témoigne-t-il pas de la fragilité de l'évolution proprement interne de l'UNEF d'alors ?

A.M.

**Fabrice RAJERISON** ***témoignage d'un étudiant en grève.*** (Maîtrise Histoire Paris VII, 1996, Florence Gauthier Dir.)

Comme l'indique son titre, ce mémoire est en réalité le témoignage d'un étudiant gréviste de Jussieu. Fabrice Rajerison avait récolté documents, photographies et tenu un "journal de grève" au cours de la grève de novembre-décembre 1996 contre le projet Devaquet. Ce sont d'abord ses notes tenues au jour le jour, complétées par des entretiens ultérieurs et la consultation de la presse (écrite et audiovisuelle) qui constituent les 500 pages de ce mémoire. Illustré de nombreuses photographies, schémas (des amphis au moment des AG, des trajets des manifestations) et de documents (essentiellement les tracts) cet ensemble constitue un matériau de base qui sera utile à toute personne voulant travailler sur les mobilisations étudiantes.

La limite de cette maîtrise c'est évidemment sa forme : témoignage, il ne s'aventure pas dans les pourtant nécessaires mises en perspective tant historiques (comparaisons avec d'autres mobilisations) que sociologiques (se contentant de décrire les AG, le comité de grève, les manifestations). Mais, comme le dit l'auteur lui-même en introduction, il s'agit d'un point de vue "partiel" autant que "partial".

Robi Morder

**Olivier RAEIS** ***Les AGE de l'UNEF et leurs services, bref aperçu de 1880 à nos jours*** Rapport au Président de la FAGE. VII° Congrès - Lille 1996.

Chargé des archives au sein du bureau de la FAGE, Olivier Raeis qui, il faut le souligner, n'est ni historien, ni sociologue, ni politiste mais un scientifique, accomplit un travail remarquable, qu'il nous a d'ailleurs présenté lors de notre séminaire du 15 janvier. Ce rapport est un premier recensement des services et du statut juridique des AGE de l'UNEF. S'appuyant sur les dossiers de la BDIC et de l'AFGES et sur d'autres recherches, il nous présente les AGE par ordre alphabétique. Ainsi, nous connaissons leurs dates de constitution, leurs propriétés immobilières, les services crées, leur situation actuelle. On arrive ainsi à comprendre comment, au delà des scissions nationales, les AGE sont aujourd'hui affiliées - ou non - à telle ou telle organisation nationale, et les enjeux matériels que représentait la "prise" ou la "conservation" des structures juridiques tant au moment de la scission FNEF de 1961, qu'au moment de la scission de 1971. Le tout est illustré par de nombreuses photographies des loccaux des AG, des restaurants.

C'est un travail à encourager, d'autant qu'il reste à le compléter en découvrant de nouvelles sources.

R.M.

**Alain KERGOMARD** ***La mutation universitaire, Clermont 1948-1993.*** L'Harmattan 1995.

Professeur à Clermont Ferrand, Alain Kergomard a été à deux reprises directeur d'UER et membre de divers conseils. L'intérêt de ce livre est de traiter de l'évolution de l'université en brossant des comparaisons entre la situation nationale et la situation locale. Après un historique qui remonte au XIX° siècle - et rappelant que sous l'occupation l'Université de Strasbourg a été hébergée dans la capitale auvergnate- il décrit les mutations comme deux *"chocs étudiants"*. Premier choc : 1950-1968, avec le passage de 380 à 3600 étudiants en sciences, deuxième choc étudiant celui qui voit une massification des effectifs à partir de 1988.

Bien évidemment, Alain Kergomard nous montre l'évolution des institutions universitaires à Clermont Ferrand qu'il a bien connues : mise en place des comités partitaires de liaisons enseignants/étudiants remplaçant les anciennes structures en 1968, les premiers pas des conseils d'UER et la scission de l'Université de Clermont Ferrand en deux avec l'appui du Ministre de l'époque.

Quelques passages sont consacrés aux mobilisations étudiantes et aux prises de position de leurs organisations. Il y a d'abord l'Algérie où l'assemblée de faculté s'associe à la motion du conseil de la faculté des sciences de Paris en

1957 dans l'affaire Maurice Audin. Bien évidemment, il y a de longs développements sur mai 68, mais aussi sur la longue grève étudiante de 1976 contre la réforme du 2° cycle. A cette occasion, il rappelle que les étudiants avaient occupé l'imprimerie et que le directeur de Lettres avait ordonné au personnel de rester pour éviter les "fausses manoeuvres". Quatre numéros de *l'extincteur étudiant* seront ainsi imprimés par le comité de grève étudiant. Enfin, description des manifestations de 1992 sur la réforme des 1° cycles qui ont vu 10000 jeunes clermontois descendre dans la rue.

Livre utile pour ceux qui travailleraient sur les mouvements étudiants dans cette ville, puisqu'il met en relation les différents acteurs des mutations universitaires : étudiants, enseignants, personnels et leurs syndicats.

R.M.

**Gilles MAIGRON.** ***Résistance et collaboration dans l'Université de Paris sous l'occupation, 1940-1944.*** Mémoire de maîtrise sous la direction de Michelle Perrot. Paris VII 1992/1993, 229 pages.

Ce mémoire présente et tente d'analyser, comme son titre l'indique, les réactions politiques du milieu universitaire parisien face à l'occupation allemande et au pouvoir vichyste des années 1940-1944. La problématique aurait pu être élargie à l'Université sous l'occupation, à la vie universitaire, à ses mutations, à l'influence de la guerre, etc. Le choix fut à la fois libre et contraint (temps, travail et dérogations) de travailler sur l'aspect politique du sujet. En fin de compte, cette étude permet d'apporter un certain nombre de réponses aux questions : que s'est-il passé à la Sorbonne sous l'occupation? Quelle(s) attitude(s) ont eu les représentants de l'élite intellectuelle et parisienne pendant la seconde guerre mondiale? Quels ont été leurs comportements? Et finalement, est-ce que cette élite (professeurs, étudiants) a été digne de sa "hauteur intellectuelle"?

La première partie de cette étude a pour but de nous plonger dans le contexte de l'époque : les thèses vichyssoises sur l'éducation et l'école, la débâcle et le désordres universitaires de l'après 1940, les différents ministères et autorités universitaires entre 1940 et 1944. On y découvre une université que l'Etat français aimerait mettre au pas, mais qui garde malgré tout une certaine autonomie. On notera le changement sensible d'attitude lorsqu'Abel Bonnard prit ses fonctions de ministre secrétaire d'Etat à l'Education nationale le 18 avril 1942, et qu'il essaya d'introduire dans l'Université la collaboration avec les Allemands. Fermes et discrètes à la fois, les autorités universitaires ont appliqué toutes les directives ministérielles (du bouleversement des dates d'examen à l'exclusion des juifs, des francs-maçons et des résistants), après que le Recteur Gustave Roussy fut démissionné le 12 novembre 1940.

Les deux parties suivantes de cette étude menée en trois parties, sont les plus importantes; on entre dans le vif du sujet en commençant par nous interroger sur la place de la collaboration dans l'Université de Paris selon un plan qui sera aussi utilisé dans la dernière partie sur la Résistance : la présentation générale de la collaboration dans l'Université de Paris, l'étude des organisations collaboratrices étudiantes, l'étude des organisations collaboratrices de professeurs, l'étude d'un cas particulier de collaboration : le cas Labroue. Le cas particulier concernant la Résistance est la manifestation du 11 novembre 1940 et ses suites.

Résistance et collaboration ont effectivement existé dans l'Université de Paris sous formes organisées ou individuelles. Elles sont, comme dans la société de cette époque, minoritaires mais agissantes. La majorité des étudiants et des professeurs continuaient tant bien que mal leur cursus et leurs cours sans trop se soucier de l'occupation et de la guerre. Le silence était l'expression, ou la non-expression, de la grande majorité permettant ainsi aux autorités de se maintenir. Dans le contexte de cette époque, l'engagement prenait donc tout son sens. Le 11 novembre 1940 marque la première prise de conscience résistante dans l'Université de Paris, parallèlement les collaborateurs acharnés de 1940 resteront jusqu'à la Libération convaincus de leur choix. 1941-1942 marquent la naissance des différents mouvements de collaboration et de résistance, mais c'est en 1943 (la Résistance se voit renforcée des étudiants fuyant le STO) et surtout en 1944 que les organisations s'affirment, s'organisent et souvent se radicalisent. certaines organisations le plus souvent existant avant guerre comme l'UNEF ou la JEC, ont évolué durant toute la période passant du pétainisme au début de la guerre à la résistance vers la fin. Résister ou collaborer ont été le résultat conjugué de plusieurs pensées, attitudes et actes complexes. Il n'y a jamais eu une mais plusieurs résistances et plusieurs collaborations, inscrites dans les tourments de l'histoire.

L'Université de Paris n'a pas été un îlot de tranquillité au milieu du drame; on n'y observait pas Paris du haut d'une tour d'ivoire. Avec ses propres caractéristiques, la Sorbonne a fonctionné comme un des lieux de vie, de lutte et d'exclusion de la société française de cette époque.

Ce mémoire, auquel il manque parfois une analyse plus poussé et un style assuré, nous permet cependant de prendre clairement conscience de cette réalité.

Gilles MAIGRON

**Jean-Philippe LEGOIS,** ***La Sorbonne avant mai 68. Chronique de la crise universitaire des années 60 à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Paris,*** Mémoire de Maîtrise sous la direction du professeur Antoine Prost, Paris I Panthéon-Sorbonne-C.R.H.M.S.S., septembre 1993, 319 p.

Mieux qu'une simple chronique, comme le titre le laisserait entendre, Jean-Philippe Legois nous offre avec son mémoire de maîtrise une étude précise et rigoureuse des causes du mouvement de mai 68 dans un des symboles de la contestation étudiante: la Sorbonne. L'intérêt de sa démarche est contenue dans sa volonté à resituer ce mouvement dans sa longue durée. Aussi balaie-t-il allégrement les interprétations précédentes qui ont souvent fait de mai 68 une flambée subite et imprévisible ou encore un « complot » savamment ourdi par des « groupuscules » d'extrême-gauche au service d'un prétendu mouvement révolutionnaire international. En fait, par cette étude de cas, qui en appelle d'autres, l'auteur confirme et démontre ce que tout historien sérieux pensait déjà. A savoir: le poids décisif de la crise universitaire des années soixante, provoquée par la transformation de l'enseignement

supérieur en enseignement de masse, dans la naissance de la « commune universitaire ».

Aussi ce travail débute-t-il logiquement par l'analyse des grandes caractéristiques nationales et locales de la crise universitaire au début des années soixante. Alors que l'université connaît une croissance exponentielle de ses effectifs étudiants, que les « trente glorieuses » changent le visage du pays, l'enseignement supérieur semble figé, incapable de s'adapter. Les facultés des Lettres, et plus particulièrement la Sorbonne, ne se sont guère départies du modèle libéral du XIXe siècle. Les finalités et les contenus des enseignements, la pédagogie d'une manière générale n'ont que très peu évolué. Le pouvoir des professeurs s'exprime toujours avec autant d'emprise sur les structures de décision de la Faculté même s'ils ne forment pas un corps aussi uni qu'on l'a quelquefois prétendu. Les aptitudes intellectuelles, les stratégies personnelles, les engagements politiques font que certains professeurs sont beaucoup plus présents et influents que d'autres. Toujours est-il que cette domination professorale secrète inévitablement des catégories d'exclus: étudiants, assistants, maîtres-assistants et personnels non-enseignants. Ce n'est pas l'admission par le décret du 30/10/63 des assistants et maîtres-assistants à l'Assemblée de faculté qui change fondamentalement la donne puisqu'ils restent écartés du Conseil d'Université où se prennent les décisions les plus importantes. Leur participation à la gestion de la Faculté demeure en fait très symbolique. L'inadaptation apparaît dès lors pour Jean-Philippe Legois comme « *le mot clef de la crise universitaire des années soixante* ».

Cette constatation faite, l'auteur précise ensuite son propos en étudiant d'une manière systématique les différents développements du processus de crise à la Sorbonne-lettres. En premier lieu, il s'intéresse à ce qu'il appelle « *les développements morphologiques de la crise* »; c'est-à-dire les problèmes de locaux liés à la poussée des effectifs, ainsi que la question des constructions universitaires. A la fin des années cinquante et au début des années soixante, la déconcentration de la Sorbonne est à l'ordre du jour. Des projets commencent à être évoqués dans différents rapports. Quelques uns sont pour le moins pittoresques. Par exemple, la reconversion de la prison de la Santé en un établissement d'enseignement supérieur. Il fallait évidemment y penser. En fait, la seule extension hors les murs de la capitale qui prit forme, ce fut Nanterre dont l'ouverture eut lieu à la rentrée 1964. Cette crise de croissance en sous-tend une autre toute aussi importante: celle de la crise de la hiérarchie interne du corps enseignant. La progression des effectifs étudiants entraîne une progression des effectifs enseignants. Assistants et maîtres-assistants prennent une place de plus en plus importante. A la Sorbonne, la croissance du corps des maîtres-assistants entre 1964 et 1968 est de l'ordre de 51% tandis que celui des professeurs titulaires et maître de conférences n'est que de 15%. Cette inégalité de croissance porte en elle-même toute la contradiction de ces années soixante à l'université. Elle rompt en fait le modèle traditionnel de la relation entre le professeur et l'assistant que Pierre Toubert cité par Jean-Philippe Legois résume ainsi : une relation personnelle faisant de l'assistant ou du maître-assistant « *non des subordonnés voués à une carrière subalterne mais des pairs potentiels, susceptibles d'être appelés un jour à leur succéder* ». Cette nouvelle situation débouche en définitive sur une véritable crise de « *croyance* » dans le modèle universitaire. Les professeurs sont inquiets et essaient de maintenir coûte que coûte l'ordre traditionnel tandis que les assistants et maîtres-assistants se rendent compte, face à l'offre réduite de postes professoraux, que leur promotion risque bien de s'arrêter là.

Les « *développements morphologiques* » passés ainsi en revue, l'auteur porte ensuite son attention sur la réforme Fouchet et ses conséquences en Sorbonne. Cette réforme initiée par le général de Gaulle, suivie dans son élaboration par le Premier Ministre, où les professeurs de la Sorbonne sont intervenus se voulait une réponse à la crise universitaire sous la forme d'une rénovation pédagogique. Pourtant, comme le démontre aisément Jean-Philippe Legois, elle a plutôt aggravé la crise qu'elle ne l'a résolue. En effet, le manque de moyens, la rigidité du nouveau régime des études littéraires et les non-dits de la réforme - faut-il sélectionner les étudiants? - suscitent le mécontentement des professeurs et des étudiants. Ainsi le développement de la crise universitaire en Sorbonne obéit-elle à une double dynamique, l'une interne, celle d'une croissance morphologique non maîtrisée, l'autre externe, celle d'une réforme ministérielle qui exacerbe encore davantage les contradictions d'un système d'enseignement de plus en plus inadapté.

Après cette analyse, somme toute très institutionnelle, des causes supposées du mouvement de mai 68, Jean-Philippe Legois en vient à s'intéresser aux acteurs sociaux, aux mouvements sociaux qui agitent la faculté des Lettres et pose la question de l'émergence en Sorbonne d'un contre-pouvoir dans les année soixante. Si dans ces grandes lignes nous pouvons adhérer à sa thèse d'une mutation du syndicalisme étudiant et enseignant dans ces années soixante, il nous est pourtant difficile de le suivre dans tous ces développements.

En effet, affirmer la naissance d'un syndicalisme étudiant dans les années soixante, c'est faire peu de cas d'une histoire déjà longue de l'U.N.E.F. qui ne s'est pas seulement contentée, au moins depuis 1946, de réclamer « *des locaux et des maîtres* ». Il est clair, au moins sur ce point, que notre auteur s'est laissé abusé par les écrits des principaux responsables de la F.G.E.L. dont le célèbre article de Marc Kravetz, « Naissance d'un syndicalisme étudiant », paru en février 1964 dans *Les Temps Modernes*. Mais cela n'enlève rien à la qualité de son analyse globale à laquelle il est difficile de ne pas souscrire quand il affirme qu'il n'existe pas de mouvement social achevé mais des mouvements sociaux fruits de relations croisées entre enseignants, étudiants et non-enseignants.

Il approfondit ensuite son approche en mettant en évidence l'activité politique déployée par les différents acteurs sociaux dans le cadre de la Faculté de Lettres. Avec rigueur, l'auteur identifie les différentes forces politiques qui cohabitent tant dans le milieu enseignant qu'étudiant, en mesure leur implantation et leur audience, tout en essayant de cerner les relations qu'elles entretiennent avec leur milieu d'intervention. La crise des mouvements politiques traditionnels, communistes et confessionnels, ouvrent la voie à l'université, et à la Sorbonne en particulier, aux forces éclatées de l'extrême-gauche. Mais peut-on pour autant considérer avec Jean-Philippe Legois que les années soixante sont marquées par « *une politisation plus large du milieu universitaire* »? La radicalisation, qui s'effectue à partir de 1966 autour de la lutte contre la guerre du

Vietnam, si elle est souvent inventive, ne mobilise pas les foules étudiantes en Sorbonne. Quelques centaines de personnes (500 à 800 selon Legois), et encore elles ne sont probablement pas toutes étudiantes, participent à un meeting du 9 février 1967. Ils sont encore moins nombreux quand il s'agit de descendre le boulevard Saint-Michel aux cris de « *Ho-ho-ho-Chi-Minh! Che-che-che Guevara* ». Nous sommes en fait très loin des mobilisations étudiantes du début des années soixante contre la guerre d'Algérie. Enfin, aucune force politique n'a un projet d'université lié à un projet de société. Autant dire que l'on peut chercher en vain toute stratégie de contre-pouvoir au sein du système universitaire comme le fait d'ailleurs justement remarquer Jean-Philippe Legois.

Il n'en demeure pas moins qu'un certain nombre de pratiques « alternatives » se sont développées en Sorbonne: débats permanents, multiplication de la presse étudiante, réforme des groupes d'études, naissance des Groupes de Travail Universitaire. Ces derniers sont sûrement l'expression la plus originale du mouvement étudiant des années soixante. En voulant instaurer un travail collectif et critique, ils se donnent pour objectifs de changer les contenus et les méthodes de l'enseignement. Mais dans la réalité, ils n'échappèrent pas à la pratique du bachotage. Rares sont ceux qui remirent en cause la relation pédagogique traditionnelle. Plus significatif encore, mais cela Jean-Philippe Legois ne le signale pas, on pouvait être étudiant à la Faculté des Lettres, s'intéresser à la vie et aux pratiques politiques, et ne jamais avoir entendu parlé des G.T.U.! En fait, peu d'étudiants participent régulièrement aux activités de ces Groupes de Travail. Il n'empêche, malgré leurs nombreuses limites, ces expériences ont pu avoir certains prolongements dans le mouvement de mai 68. Ont-elles pour autant contribué à « *la genèse et (au) dévoilement de ce qu'on a appeler la commune étudiante* » comme le suggère Jean-Philippe Legois? Il nous semble tout de même que cela reste à démontrer. De la même manière, s'il est probablement juste d'affirmer que le « *mouvement étudiant sorbonnard* » fut un « *laboratoire pilote de la contestation radicale de l'institution* », force est de remarquer que cette contestation eut toutes les peines du monde à quitter les « éprouvettes » militantes. Que dire ensuite de la postérité de cette « université critique »?

Avec son mémoire de maîtrise, Jean-Philippe Legois nous propose une analyse stimulante et dynamique de ces années soixante en Sorbonne. Il a su souvent avec talent remettre en perspective ce poids décisif de la crise universitaire dans la genèse du mai étudiant. Il est évident que cette étude de cas en appelle d'autres pour vérifier les hypothèses de départ et les conclusions. Le point de vue parisien est-il celui de la province? Le microcosme des Lettres reflète-t-il l'ambiance des autres facultés? Autant de questions qui invitent à poursuivre la tâche. Mais gageons que Jean-Philippe Legois ne s'arrêtera pas en si bon chemin.

Didier Fischer.

## AU FIL DES REVUES...

Le N° 1 des ***Cahiers de l'OVE*** (la documentation française 1996) publie les résultats et des synthèses à la suite de la première enquête de l'Observatoire de la vie étudiante (enquête réalisée en 1994 et à laquelle ont répondu 28 000 étudiants). L'ambition de l'OVE telle que l'exprime son Président, Christophe Borgel, est de *"jeter les bases d'une chronique de la condition étudiante - l'enquête sera renouvelée tous les trois ans - et à contribuer à une comparaison internationale"*. Quatre parties constituent ce rapport : "la hiérarchie des études supérieures et des conditions de travail" (portant sur l'accès aux études, l'origine sociale et les conditions de travail : durée, assiduité, organisation, habitudes et lieux de travail), "vivre à Paris, vivre en province" qui nous invite à une comparaison entre la capitale, et les villes de grande taille, petites ou moyennes. "Cycles d'études, cycles de vie" nous permettent de parcourir la diversité sociale des carrières et les questions de "l'émancipation" de l'étudiant, le tout se concluant évidemment sur le problème du "budget de l'étudiant" et du passage de la dépendance à l'autonomie financière. L'ensemble est illustré par 56 tableaux et figures.

Dans ***la revue de l'Université*** N°9 (4° trimestre 1996) trois articles retiennent notre attention. Dans un entretien avec Olivier Galland, à l'occasion de la parution de deux ouvrages (*Le monde des étudiants* aux PUF et *les étudiants* conjointement avec Marco Oberti à *La découverte*) revient sur le contexte et les conditions de cette recherche menée à la demande de l'Observatoire de la Vie Etudiante dans le cadre d'un appel d'offres "l'Université et la ville". C'est à partir d'enquêtes menées à Besançon, Rennes et Nanterre que ce travail a été mené. Olivier Galland part de l'ouvrage de Pierre Bourdieu *Les étudiants* (Minuit 1963) dont la thèse était *"qu'il n'y avait de monde étudiant, donc pas de collectivité ou d'identité propre"*. Pour l'auteur, la *"réponse doit être nuancée. On pourrait dire qu'il n'y a pas de communauté étudiante au sens de communauté universitaire (...) la vie collective universitaire n'existe pas"*. Mais il estime toutefois qu'il y a une collectivité étudiante *"sur le plan du mode de vie (...) la vie étudiante a une spécificité très marquée qui différencie fortement les étudiants des autres jeunes"* mais *"la vie étudiante se passe plus en dehors de l'Université qu'en son sein"*. Par ailleurs, Olivier Galland soulève l'hypothèse, en ce qui concerne l'hétérogénéité des mondes étudiants, que *"le critère discriminant n'est pas l'origine sociale des étudiants mais la discipline"*. Cette affirmation mériterait d'être approfondie et nuancée. Si les étudiants déclarent choisir leurs études par intérêt (nettement en socio, langues, lettre, AES, moins nettement en droit, génie mécanique et sciences économiques), il est fort probable que l'origine sociale a des effets sur le choix de filières. Olivier Galland nous l'indique puisque dans les conditions de vie : *"l'effet de l'origine sociale continue bien sûr de jouer"* d'autant que *"La moitié des étudiants ont un parent qui n'a pas suivi d'études supérieures. Les études introduisent une distance assez grande entre le groupe d'appartenance et le futur groupe de référence qu'ils ne*

*connaissent pas (...) on se sent très fortement défini par sa discipline parce que c'est justement la voie d'une promotion sociale"*. Concernant l'engagement *"les étudiants sont désormais plus sages et modérés (...) il y a un recul de la radicalisation"* tout en rappelant justement qu'il faut *"comparer ce qui est comparable. Nous avions hier une génération étudiante bourgeoise qui pouvait se payer le luxe d'une révolution existentielle (...) ce qui n'est plus le cas. L'origine s'est diversifiée et l'on fait des études pour avoir un job"*. Là également il faudrait revenir sur cette idée que les révoltes étudiantes étaient des révoltes idéologiques de jeunes bourgeois. Les inquiétudes sur le devenir professionnel existent dans les années 30 (crainte du "chômage intellectuel") comme dans les années 60/70. Mais il est vrai que là où il y avait décalage entre l'attente de promotion et déception (il y avait bien promotion, mais pas celle escomptée) on a aujourd'hui volonté de protection par le diplôme, ce qui n'exclut d'ailleurs pas pour beaucoup espoir de promotion. *"Les étudiants se révoltent, mais dès qu'on leur propose de participer ils ne s'engagent pas (...)les jeunes sont assez réticents vis à vis de toutes les formes d'engagement institutionnel durable (...) le vrai problème est que les pouvoirs publics n'ont pas d'interlocuteurs. Les syndicats représentent très peu d'étudiants. Ils sont bien souvent débordés par la base"*. Juste constat, mais qui doit être également nuancé par le poids bien réel que -même faibles- les syndicats et organisations étudiantes possèdent tant des conjonctures de mobilisation qu'ils peuvent parfois favoriser ou freiner par leurs tactiques, que dans le jeu institutionnel (des élus étudiants, ça pèse tout de même dans les conseils d'université). D'ailleurs, les péripéties des "stages diplômants" tiennent compte des prises de position de ces syndicats.

Dans cette même livraison, Fabien Cluzel nous invite dans un article intitulé "la lente maturation des organisations étudiantes" à parcourir l'histoire de *"la citoyenneté étudiante à Toulouse"* du moyen-âge à nos jours, faisant référence au mémoire de DEA de Patrick Roux (USST mars 1981) : *Histoire du syndicalisme étudiant à Toulouse*". L'abolition des règlements disciplinaires en 1883, qui vont permettre aux AGE de profiter de cette liberté nouvelle, voit l'AGE Toulouse se créer en juin 1886. *"elle dénonce le rétablissement des droits d'inscription en 1887 (...) Jaurès n'a pas manqué de citer l'AG comme l'illustration de l'essor de l'esprit universitaire toulousain"*. L'Université soutient l'AG mais *"sous conditions"*. En 1907, *"elle souffre des velléités d'étudiants en droit désireux de former une nouvelle organisation, le syndicat des étudiants en droit"*, ce qui nous confirme que le terme syndical a été très tôt utilisé ("associons nous, syndiquons nous" proclament dans un monôme les étudiants parisiens qui créent l'AG). A lire en parallèle de cette histoire ***Université et territoire*** qui retrace l'histoire et la place de l'Université dans la ville de Toulouse (Presses universitaires du Mirail, 1994).

"L'emploi des jeunes diplômés" est reproduit dans ce numéro de *la revue de l'Université*, document issu d'une enquête de l'APEC de novembre 1996 et un dossier est consacré à "Anima'fac" et à l'intervention de Ligue de l'enseignement dans le monde étudiant.

***Espace universitaire*** N° 15 d'octobre 1996 nous invite à faire "le point sur la citoyenneté étudiante" après les élections au CNOUS (mai 1996) et au CNESER (juillet 1996). *"L'UNEF ID fait coup double"* puisqu'elle arrive en tête dans les deux scrutins nationaux. *"Le résultat du CNESER s'avère particulièrement significatif, puisque, au contraire des CROUS, il récompense une implantation de terrain moins sujette aux variations conjoncturelles (...) le principal syndicat étudiant récolte ainsi les fruits d'une situation interne stabilisée"* estime le rédacteur qui poursuit *"le bilan est plus contrasté pour la FAGE puisqu'elle ne réussit pas à confirmer sa première place de 1994 (...) néanmoins, dans le contexte d'une année marquée par les mouvements étudiants, elle confirme une existence dans la durée"* talonnant l'UNEF ID dans les deux scrutins. Bonne dernière la liste "Promotion et défense des étudiants" *"enregistre une légère progression (...) ce qui peut paraître très étonnant pour une liste à audience confidentielle. En fait, très liée à certaines mutuelles régionales et aux "corpos" monodisciplinaires de médecine pharmacie cette liste dispose d'un réservoir électoral solide mais par nature limité. Sa présence handicape quelque peu la FAGE"*

UNEF ID et FAGE ont ainsi *"fait le trou derrière elles (...) l'UNEF stagne globalement et n'engrange pas les bénéfices de son activisme militant lors du mouvement du début de l'année, quant à l'UNI, très liée à la majorité gouvernementale, elle subit sans doute les contrecoups de la contestation étudiante, mais aussi plus largement une certaine difficulté à mobiliser ses troupes e, dehors des périodes d'échéances proprement politiques"*.

Plusieurs éléments se dégagent dans cette situation : une plus grande prise en compte du fait associatif (la liste UNEF ID étant intitulée "UNEF ID et associations étudiantes - et l'article se poursuit sur les activités d' "Anima fac"), et l'augmentation de la participation (rappelons toutefois que dans ces deux élections ce sont les "grands électeurs" qui votent pour le CNESER et le CNOUS). Mais *"on ne peut dire que le rôle des élus étudiants soit encore le signe d'une implication très active dans les établissements"* bien que *"les présidents d'université accordent de plus en plus de place aux étudiants"*.

Dans sa livraison de décembre (N° 16) *Espace universitaire* consacre un dossier à "la santé des étudiants" à la suite du colloque qui s'est déroulé à Dijon en octobre dernier organisé par la CPU, le Ministère et l'Université de Bourgogne sous le titre "de l'hygiène universitaire à la promotion de la santé des étudiants" *"dans un contexte de regain d'attention pour les questions de santé étudiante"*. Le "mal-être des étudiants à l'université" sans constituer une pathologie constitue *"un des problèmes majeurs de santé universitaire"* comme le révèle une enquête des SUMPPS Rhône-Alpes qui montre *"que cette "souffrance est liée à la nature même du fonctionnement de l'université"*. Alors "quelle politique de santé dans les universités?", comment "s'adapter au développement universitaire" ? prenant en compte "une vie sexuelle qui ne vas pas de soi" (*"l'importance prise par les campagnes de prévention du SIDA ont conduit à négliger la nécessité d'une information générale sur la contraception et la sexualité en direction d'une population étudiante*

*dont on sous-estime les difficultés d'entrée dans la vie amoureuse"*) autant de questions traitées dans quatre articles dont le dernier part des expériences d'Espace Santé de Valence et de la Maison des jeunes et de la santé de Bordeaux pour s'interroger : "s'adresser à l'ensemble des jeunes ?".

Enfin, un entretien avec Bernard Lahire (rédacteur du second rapport de l'OVE portant sur "les manières d'étudier" nous rappelle que le processus *"parfois qualifié d'errance"* (difficulté des étudiants à maîtriser le temps et organiser le travail) n'est pas complètement nouveau *"déjà observés par Michel Verret en 1971 dans son travail "le temps des études"*. Cette difficulté frappe surtout ceux qui sont dans le système universitaire classique à l'inverse des IUT, STS, Prépas où le *"temps d'études régulier est fortement balisé"*. Beaucoup d'enseignants se plaignent de la mauvaise adaptation des nouveaux étudiants aux exigences universitaires *"encore faudrait-il que ce jugement normatif porte sur l'institution universitaire plus que sur les étudiants (...) l'université est la première responsable car elle ne donne pas assez de repères"*. Le phénomène est aujourd'hui plus grave que dans les années 70 car aujourd'hui *"toute une série d'étudiants dont les parents n'ont pas de familiarité avec l'enseignement supérieur, ou avec les normes culturelles qui y sont liées"* sont bien évidemment plus handicapés. Or, l'organisation du temps est différente dans les filières scientifiques qu'en lettres et sciences humaines où s'engouffre portant la majorité des "nouveaux étudiants" socialement et culturellement les plus démunis *"et c'est envers ceux-ci que l'institution se montre parfois plus exigeante"*.

***Agora*** N° 5 (3° trimestre 1996) consacre un dossier entier aux "jeunes générations en Europe". Nous nous attacherons au dossier du N° 6 (4° trimestre 1996) "pourquoi étudier". En ouverture, une table-ronde d'étudiants et de lycéens qui *"lèvent le voile sur leur "état d'étudiant"*, table-ronde commentée par Jacky Beillerot *"jadis (....) on était étudiant par héritage social"* avec la perspective d'occuper ou d'obtenir "une situation", *"on entrait à son tour dans le groupe minoritaire d'une élite (...) Aujourd'hui l'état d'étudiant assure moins que jadis l'espoir d'une bonne situation mais l'assure cependant à un plus grand nombre"* ce qui fait dire à Olivier Galland que poursuivre des études est devenu *"une norme de génération"*. D'après un sondage CSA réalisé en 1993 *"près d'un quart des étudiants pensent qu'ils ne trouveront pas un travail en correspondance à leur qualification"* mais *"une très large majorité d'entre eux pense parvenir à occuper un emploi qui corresponde à leur formation""* Cette "norme" est confirmée par Myriam Ziri, psychanalyste, qui constate que *"l'adhésion aux études est profondes chez les étudiants (...) ils n'y renoncent que s'ils sont débordés par un problème"*. Le rapport aux études est complexe, mêlant obligation et plaisir, tenant *"en grande partie à la complexité des rapports parents/enfants"*. La psychanalyse s'intéresse à l'individu, à ses relations avec les autres, et l'on peut rencontrer la sociologie. Ainsi, les réticences à "dépasser les parents" ne sont pas des questions strictement individuelles. Comme l'a bien montré Jean Pierre Terrain dans *Destins ouvriers, la fin d'une classe*, cette attitude -souvent cause d'échecs ou de rejet de l'université- est extrêmement forte dans les couches populaires qui peuvent vivre la "promotion" comme une "trahison" à la fois individuelle (des parents) et de classe.

Enfin, François Dubet se penche sur "les raisons d'étudier", distinguant *"trois grandes raisons d'étudier qui correspondent grossièrement aux trois grands types de l'action proposées par Max Weber"*. La première est celle de *l'utilité* des études : *"tout se passe comme si chaque étudiant se livrait à un calcul d'utilité dans lequel il anticipait les coûts et bénéfices d'une formation universitaire"*. Une deuxième raison est liée aux "valeurs", ce que Dubet appelle la *vocation : "certaines études intéressent, d'autres pas"*. Enfin, troisième et dernière raison, une "action traditionnelle", la plus répandue : *"on fait des études parce que c'est ainsi, parce qu'on a été "programmé" de cette manière par la famille et le lycée"*. Revenant sur *"le déclin des Héritiers et des Boursiers"* qui pouvaient constituer des "portraits-types" précis dans l'université d'hier, il constate la difficulté de définir des publics-types qui se brouillent dans les grands secteurs de l'université de masse. *"la décomposition de ces deux figures étudiantes ne signifie pas qu'elles soient remplacées par d'autres images stables"*. La massification et les transformations de l'université n'ont pas supprimé les "trois raisons d'étudier", celles-ci prennent un aspect nouveau. Notamment il apparaît que contrairement au raisonnement utilitariste *"l'intérêt intellectuel apparaît comme un des socles des raisons d'étudier"*, vocation qui s'affermit au fur et à mesure de l'engagement dans les études d'après les enquêtes menées. Mais il ne s'agit plus de la vocation des héritiers, il s'agit d'une *"vocation laborieuse"*. François Dubet confirme ainsi la plus grande assiduité aux cours, l'élévation du nombre des étudiants inscrits passant effectivement les examens et *"les revendications étudiantes concernent de plus en plus souvent les conditions d'études et de travail"* mais, *"En fait, il existe plus de **mobilisations** étudiantes qu'un **mouvement** étudiant"*. Les enquêtes de Galland (*le monde des étudiants)* révèlent déjà que, quelque soit les filières, l'auto-identification qui vient en première réponse est celle "d'étudiant", apparaît encore plus fortement dans les mobilisations. Le*"désir d'être étudiant"* se manifeste à ces occasions *"Tout se passe comme si les étudiants de l'Université de masse ne devenaient vraiment des étudiants qu'à l'occasion de ces luttes"*. On pourrait dès lors se demander si la "crise" du syndicalisme étudiant est l'effet de l'Université de masse, ou si au contraire l'hétérogénéisation des modes d'action des étudiants (accentuée certes par les transformations institutionnelles) n'a pas été le résultat du passage d'une seule UNEF - qui avait réussi à forger "une identité" et un "modèle-type"- a plusieurs organisations en concurrence.

Dans ***Regards sur l'actualité*** N° 220 (avril 1996) François Dubet s'intéresse aux "mouvements et "malaises" étudiants" en comparant les mouvements de 1968 et postérieurs, avec ceux des années 80/90. Il rappelle que *"même si le mode de vie étudiant peut conférer une unité au monde étudiant, il reste que la population étudiante est devenue extrêmement composite"*. On peut s'interroger sur ce constat car la distinction province/Paris, petites et

grandes universités, entre filières n'est pas une nouveauté. Au lieu d'opposer un mythique monde étudiant unifié qui aurait un jour existé avec son hétérogénéité actuelle, il convient plutôt de voir en quoi l'hétérogénéité sociologique étudiante d'aujourd'hui se distingue de l'hétérogénéité bien réelle qui existait aussi hier. Ainsi, Dubet constatant à juste titre que *"depuis mai 68, le centre de gravité des luttes étudiantes s'est déplacé"* il prend l'exemple des grandes écoles et universités sélectives qui ne sont guère présentes dans les mobilisations! Ainsi, *"l'aristocratie" étudiante n'est plus à la tête des luttes"*. Or, les grandes écoles n'ont jamais été à la tête des luttes étudiantes, et elles étaient (et le demeurent) plus aristocratiques que la Sorbonne. *"Villetaneuse remplace la Sorbonne, Rouen se substitue à Paris..."*. Or, mis à part les mouvements de la période algérienne et mai 68, on oublie que Paris a toujours été en retard sur la province. L'UNEF était beaucoup plus faible à Paris qu'en province. Les fleurons du syndicalisme étudiant étaient Lyon, Grenoble, Lille, Toulouse... Les mobilisations de 1976 avant d'atteindre Paris en mars/avril avaient commencé à Nantes et en province, de même que les grèves de 1980 sur les étudiants étrangers ou sur la "carte universitaire". En 1986 (Devaquet) les AG les plus massives sont en province avant le démarrage de la grève à Caen et Villetaneuse. Et même en 1968 c'est d'abord hors de la capitale que s'annonce l'orage : Cite-U d'Antony, sans oublier Nanterre. Bien évidemment, l'enjeu -dans un Etat centralisé comme la France- c'est d'atteindre la capitale où une manifestation fait plus de bruit médiatique (et donc "crédibilise" la mobilisation) que cinq fois plus de manifestants dans 15 villes de province. Enfin, n'oublions tout de même pas que les mouvements de 1994 (CIP) et 1995 ("rapport Laurent") ont démarré dans les IUT... filière sélective depuis leur création en 1966. *"En moins d'une génération, le mouvement étudiant a basculé d'une figure à l'autre (..) les utopies sont mortes, et le chômage est devenu une obsession"*. Ce constat amène à revenir sur les années 65-76 dont on peut penser que ce sont des années "exceptionnelles". La peur du chômage intellectuel frappe dans la crise des années 30, comme dans la crise d'aujourd'hui. Dans les "trente glorieuses" il n'y a après tout qu'une dizaine d'années où le "mouvement étudiant" semble s'attacher aux "utopies", (encore convient t-il de quitter les "unes" des quotidiens et de prendre de la distance par rapport aux préoccupations médiatiques pour s'apercevoir que la majorité des grèves et mobilisations étudiantes tant locales, sectorielles que nationales ont pour objet des problèmes et réformes universitaires) les années 45-60 étant plutôt une période de revendications et conquêtes sur le terrain "corporatif" étudiant. Ce qui change effectivement c'est qu'au cours des ces années 65-70 les instruments organisationnels se décomposent (et recomposent). Alors que l'on a des revendications de type "syndicales" dans les mouvements... le syndicalisme étudiant est faible et éclaté. Dubet nous dit *"il n'y a pas de continuité de l'action au delà de quelques minorités actives"*. Ce qui tranche par rapport au passé n'est pas ce constat (les militants de l'UNEF se plaignent toujours de la "passivité étudiante" dans des rapports qu'on pourrait reproduire aujourd'hui en en changeant simplement les dates), mais c'est la moindre légitimité de ces minorités actives vis à vis du grand nombre. Un étudiant sur deux ou trois syndiqué à l'UNEF ne faisait pas de ces 50 à 100 000 adhérents des militants, (ni même des participants épisodiques aux réunions) mais c'était le signe de ce lien. Comprendre le présent dans une histoire, cela commence par démythifier cette histoire.

Gérard Mauger dans ***Génèses*** N° 25 (décembre 1966) contribue à *"une sociologie de l'illusionnisme social"* en s'appuyant sur la "consultation nationale des jeunes" (autrement dit le "questionnaire Balladur" qui a suivi le retrait du décret sur le CIP en 1994). Consultation inédite en France et s'apparentant aux divers "comités de sages", la mise en place du comité était d'abord un "dispositif de sortie de crise". *"dans une situation où aucun porte-parole institué ne pouvait prétendre au monopole de représentation de la jeunesse, le Comité pour la consultation (...) pouvait apparaître comme une solution au déficit de légitimité des représentants attittrés"*. Ainsi, les "personnalités indépendantes" (nommées par le pouvoir politique) permettait au gouvernement, sans forcément contrôler ces "porte-parole", au moins de contourner les porte-parole du "mouvement anti-CIP", ce qui conduisait le 5 juin 1994 13 organisations de jeunesse à réagir. Gérard Mauger s'attache ensuite à démonter le mécanisme de "représentativité" conféré à la commission par le fait qu'il s'agit de "sages" (qui en décide ?) et par le côté pseudo-scientifique de la "consultation" (que l'on sache, un questionnaire n'est pas le suffrage). Ainsi ce comité devenait de facto *"un porte parole paradoxal, sans mandat ni contrôle (scientifique ou démocratique")*.

Les ***Actes de la recherche et des sciences sociales*** se penchent dans les N° 114 (septembre 1996) et 115 (décembre 1996) sur "les nouvelles formes de domination dans le travail'. Charles Soulié y développe une étude sur la précarité dans l'enseignement supérieur en traitant des allocataires et moniteurs en sciences humaines qui sont également pour beaucoup des étudiants en troisième cycle et Stéphane Beaud s'intéresse à la "désouvriération" du lycée professionnel et aux "bac pro" qui, certes de manière infime, ont tendance à poursuivre de plus en plus des études supérieures.

***Hommes et migrations***, revue publiée avec le concours du Fonds d'action sociale consacre son n° 1196 (mars 1996) au thème "jeunesse et citoyenneté" qui reprend des contributions présentées au forum de Montpellier d'octobre 1995 : "les jeunes, la citoyenneté et la participation". Philippe Dewitte et Albano Cordeiron s'attachent au militantisme jeune, notamment associatif, André Videau aborde l'action culturelle et Olivier Noël reprend l'évolution du concept de jeunesse.

**R.M.**

**Signalons quelques autres revues, magazines et livres..**

***Page 2*** , revue "alternative" publiée en Suisse, consacre son N° 6 de novembre 1996 à "l'Ecole pour tous et pour quoi"

***XX° siècle*** N° 50 (avril-juin 1996) publie un fort intéressant article de Michel Pinauld "Frédéric Joliot Curie, les Allemands et l'Université aux premiers jours de l'occupation". Sous la direction de Bernard Roudet

Dans ***Sciences humaines*** *N° 67* (décembre 1996) Martha Zuber rend compte du 78° congrès des chercheurs en sciences de l'éducation tenu à New York en avril dernier et fait le point sur "les sciences de l'éducation aux Etats Unis". Et dans le N° 70 (mars 1997) Marie-Françoise Fave Bonnet traite des "mutations de l'université".

***Politique la revue*** N° 3 (janvier-mars 1997) publie deux dossiers : "il y a t-il une vie après le syndicalisme" et un dossier "jeunesse(s) : qu'est-ce qui change" qui rassemble douze contributions émanant de chercheurs et d'acteurs qui tentent de répondre à deux questions : il y a t'il une ou plusieurs jeunesses ? Et quelles sont les évolutions de cette (ces) jeunesse(s). Concernant plus particulièrement les étudiants, on retiendra "agir pour la santé des jeunes" de Anne Danière (déléguée générale de la MNEF), "mondes et mouvements étudiants" de Robi Morder, et "pour l'allocation d'études" du président de l'UNEF ID, Pouria Amirshahi.

***Critique Communiste*** consacre également sa livraison du 1er trimestre 1997 au syndicalisme, dont un article de Robi Morder "quelques reflexions sur les syndicalismes étudiants".

Dans ***Le Monde de l'Education*** N° 241 (octobre 1996) Jean-Sagnès revient sur "la renaissance des universités françaises" il y a cent ans, le 10 juillet 1896 (date de la loi relative à la constitution des universités) ce qui nous permet d'indiquer l'existence d'un ouvrage du même auteur portant le même titre : ***la renaissance des universités françaises*** avec les textes législatifs et réglementaires (ouvrage disponible à la Conférence des présidents d'Université, 01 44 31 03 80).
Mathias Goudeau dans le N° 242 (novembre 1996) fait le point sur la situation des étudiants étrangers en France et dans le N° 244 "les leçons d'une élection syndicale" (il s'agit des enseignants) permet à Jacques Kergoat, Nico Hirtt et André D. Robert de revenir sur l'évolution du syndicalisme enseignant.

Signalons là encore deux ouvrages sur le syndicalisme enseignant : celui de René Mouriaux (PUF, Col. Que Sais-je N° 3068, Paris 1996) et d'André Robert ***le syndicalisme des enseignants*** (la documentation française, Paris 1995) sur lequel nous reviendrons ainsi d'ailleurs que sur ***Syndiqués et syndicats en France depuis 1945*** de Dominique Labbé (l'Harmattan 1996) en les traitant à la lumière de nos regards sur le syndicalisme étudiant.

***Des jeunes et des associations*** (l'Harmattan, 1996) cet ouvrage collectif rassemble les contributions présentées lors des journées d'étude des 25 mai et 14 octobre 1994 dans le cadre de l'IRESCO, organisées par l'INJEP en collaboration avec le laboratoire de sociologie du changement des institutions et la société française des chercheurs sur les associations. Cet ouvrage se décompose en deux parties : la première traite des "aspects actuels de la participation sociale des jeunes" (à signaler particulièrement l'article de Lucy Baugnet "participation associative et rapport au politique : l'engagements social des jeunes"). La seconde s'attache à "l'évolution et les nouveaux champs d'intervention des associations de jeunesse" où l'on peut noter les contributions de Françoise Tétard ("les mouvements de jeunesse furent-ils des mouvements de jeunes") et de Geneviève Pujol ("générations de militants et associations de jeunesse"). Pierre Tap conclut mettant en perspectives "les jeunes dans la dynamique associative".

Dans le ***Dictionnaire des intellectuels français*** (PUF 1996) sous la direction de Jacques Julliard et Michel Winock à noter les contributions d'Alain Monchablon (l'UNEF, page 1126) et Didier Fischer.

Christian Le Bart et Pierre Merle viennent de publier ***La citoyenneté étudiante, intégration, participation, mobilisation*** , 274 pages, 138 F. PUF. Ouvrage réalisé à partir de deux enquêtes, par questionnaires et entretiens.

**BON DE COMMANDE**
**à renvoyer à GERME 42, rue Faidherbe 75011 PARIS**

Nom Prénom
Adresse
Ville Code postal Tel : Fax :

| | | |
|---|---|---|
| .....Abonnement un an *Cahiers du Germe* trimestriel (96/97) | x | 50 F = ..... F |
| .....*Cahiers du Germe* spécial N° 1"Charte de Grenoble" | x | 35 F = ..... F |
| .....*Cahiers du Germe* spécial N° 2 "Internationales étudiantes" | x | 40 F = ..... F |
| Frais de port ( 5 F par "cahier spécial") | | ..... F |
| Soutien au développement des activités du GERME | | ..... F |
| **TOTAL** | | **..... F** |

**(chèques à l'ordre de GERME)**

les cahiers du
GERME
trimestriel - N° 2 - 1er trimestre 1997

## L'ENTRETIEN DU TRIMESTRE

# "TRACES ETUDIANTES"
## (à propos de : "1907-1997 : 90° anniversaire de l'UNEF. Deux journées de rencontres")

Nous avons déjà eu l'occasion de présenter l'association **TRACES Etudiantes*** ainsi que **l'Association des Anciens de l'UNEF (AAUNEF)**** dans *Les Cahiers du GERME* de mars 1996 (actes de nos rencontres "1946, Grenoble, naissance d'un syndicalime étudiant"). Nous lui avons demandé de présenter à l'attention de nos lecteurs l'initiative des 14 et 15 mai prochains. Merci à TRACES Etudiantes d'avoir bien voulu accepter de répondre à nos questions.

**Pouvez-vous nous présenter cette manifestation ?**
A l'initiative des Anciens de l'UNEF et à la faveur des 90 ans de l'UNEF, l'association TRACES Etudiantes, avec le concours du journal *Le Monde*, va organiser les 14 et 15 mai 1997, deux journées de rencontres entre anciens militants et dirigeants étudiants, responsables et élus étudiants d'aujourd'hui, chercheurs, universitaires et intellectuels sur le thème : **"Passé-Présent du mouvement étudiant".**

**Ces Rencontres sont elles l'occasion d'une simple commémoration ou ont-elles une ambition plus vaste ?**
Au délà de l'aspect strictement commémoratif, le parti pris des Anciens de l'UNEF et des organismes intéressés est d'aborder l'histoire du syndicalisme et de l'engagement étudiant dans une dynamique propre à inspirer les organisations étudiantes actuelles et plus généralement les institutions universitaires.
Ces Rencontres ont aussi l'ambition de susciter la confrontation des vécus (et de leur perception d'aujourd'hui) des acteurs étudiants, par générations successives, d'en extraire ce qui a façonné l'identité et l'unité du mouvement étudiant, d'en souligner les permanences et les ruptures.

**Comment sont-elles préparées ?**
Pour parrainer ces Rencontres, un Comité d'honneur a été constitué sous la présidence de **Pierre Rostini,** Président de l'Association des Anciens de l'UNEF. Y figurent notamment : **Jacques Bertherat, Christian Blanc, Paul Bouchet, Jean-Michel Grosz, Jacques Julliard, Charles Lebert, Aurore Marange, Jean-Marc Mousseron, Guy Penne, Michel Péricard, Emmanuel de Poncins, Bernard Schreiner, Olivier Spithakis, Georges Vedel.**
Pour les organiser, un comité de pilotage, placé sous la responsabilité de **Jeannine Morin**, Déléguée générale de TRACES Etudiantes, a été crée. Il a pour tâche d'une part d'élaborer la thématique des Rencontres et d'autre part, de les organiser.

**Qu'en est-il de la participation de chercheurs, et plus particulièrement du GERME à ces travaux ?**
Ce comité de pilotage s'organise en paralèlle, en réunions de groupes et de cellules de travail spécifiques auxquelles sont amenés à s'associer ou à participer des membres d'associations d'Anciens, mais également des dirigeants actuels ou leurs représentants, des universitaires, des chercheurs et toute personne dont le concours est jugé utile. C'est ainsi qu'il travaille tout particulièrement avec l'association GERME et qu'il est assisté d'un certain nombre de conseillers scientifiques.

**Comment se dérouleront ces Rencontres ?**
Les travaux de ce colloque vont s'organiser autour de cinq tables rondes, chacune d'entre elles étant animée par un journaliste, un analyste (universitaire, chercheur, etc...), un ou plusieurs grands témoins.
Ces travaux feront ensuite l'objet d'une publication sous forme d'actes.

---

* TRACES ETUDIANTES 137, bd Saint Michel 75005 PARIS - ** AAUNEF 12, rue du Quatre-Septembre 75002 PARIS